

AREVA  
et le Pacte mondial

**COMMUNICATION ON PROGRESS 2010**



# Sommaire

<b>① Introduction</b>	<b>5</b>
<b>1.1. Présentation du groupe AREVA</b>	<b>5</b>
<b>1.2. Le développement durable au cœur de la stratégie d'AREVA</b>	<b>5</b>
Dix engagements de développement durable	5
Un dialogue régulier et de confiance avec les parties prenantes	6
AREVA s'engage à respecter les principes du Pacte mondial	6
Anticiper les exigences pour en faire de nouvelles opportunités	7
<b>② La mise en œuvre des Principes du Pacte mondial par AREVA</b>	<b>8</b>
<b>2.1. Le Pacte mondial en actions : respect des principes relatifs aux droits de l'homme</b>	<b>9</b>
Engagement	9
Actions	9
<b>Principe 1 du Pacte mondial</b>	<b>9</b>
Charte des valeurs	9
Garantir la sécurité au travail de nos collaborateurs et de nos sous-traitants	9
Améliorer la santé des salariés et de nos sous-traitants	10
La prévention des risques psychosociaux	11
La poursuite du déploiement des observatoires de la santé	12
Améliorer la santé des populations : la politique SIDA d'AREVA	12
La contribution au développement économique local	14
<b>Principe 2 du Pacte mondial</b>	<b>14</b>
Promotion des droits de l'homme	14
Formation à l'éthique	15
Sensibilisation de nos fournisseurs et engagement de développement durable	15
<b>2.2. Le Pacte mondial en actions : respect des principes relatifs aux normes</b>	<b>16</b>
Engagement	16
Actions	16
<b>Principe 3 du Pacte mondial</b>	<b>16</b>
Associer les représentants du personnel aux décisions	17

<b>Principe 4 du Pacte mondial</b>	<b>17</b>
<b>Principe 5 du Pacte mondial</b>	<b>17</b>
<b>Principe 6 du Pacte mondial</b>	<b>18</b>
Engagement	18
Organisation et processus	18
Actions	19
Diversité et égalité des chances	19
<b>2.3. Le Pacte mondial en actions : respect des principes relatifs à l'environnement</b>	<b>22</b>
Engagement	23
Actions	23
<b>Principe 7 du Pacte mondial</b>	<b>23</b>
Mise en œuvre et contrôle de la politique environnement du groupe	23
<b>Principe 8 du Pacte mondial</b>	<b>23</b>
Réduire notre empreinte environnementale	23
Gestion des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES)	24
Gestion de l'eau	25
Gestion de la biodiversité	26
Valoriser les déchets	26
<b>Principe 9 du Pacte mondial</b>	<b>27</b>
L'innovation au service du développement durable	27
<b>2.4. Le Pacte mondial en actions : respect du principe relatif à la lutte contre la corruption</b>	<b>28</b>
<b>Principe 10 du Pacte mondial</b>	<b>28</b>
Engagement	28
Actions	29
<b>Annexes</b>	<b>30</b>

Nota : cette version est datée de juin 2011. Une version anglaise est en préparation.



L'énergie est revenue au premier plan des discussions mondiales. Dans un contexte marqué par des accidents majeurs (Deepwater Horizon, Fukushima), l'instabilité politique dans les pays arabes ou encore l'exacerbation de la concurrence, les questions énergétiques suscitent des attentes et des interrogations.

Si un retour d'expérience exhaustif de l'accident de Fukushima est prématuré, l'exigence absolue en matière de sûreté et de sécurité s'impose. AREVA a toujours érigé ces deux principes en priorité, avec la transparence et le dialogue. C'est pour nous le fondement même d'un développement durable dont nous avons fait le pilier de notre stratégie industrielle dès la création du groupe.

L'énergie nucléaire apporte une partie de la solution aux questions énergétiques mondiales. Nous restons persuadés que nous pouvons développer cette technologie en parfaite harmonie avec les exigences économiques, environnementales et sociétales requises pour un développement durable.

Nous poursuivons également notre développement dans les énergies renouvelables dont nous pensons qu'elles sont complémentaires du nucléaire dans le cadre d'une offre de solutions pour produire de l'électricité en émettant moins de CO<sub>2</sub>.

Forte de ces ambitions, je me suis personnellement engagée aux côtés du secrétaire général des Nations unies lors de la création du Pacte mondial, le premier partenariat effectif jamais réalisé entre cette grande organisation internationale et le monde des entreprises, au service du développement durable. Le Pacte mondial est pour nous une plateforme d'échanges qui permet d'approfondir notre réflexion et de préciser nos actions à l'égard des droits de l'homme, des normes du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. Ses dix principes constituent le socle de notre Charte des Valeurs et guide nos actions.

La présente *Communication on Progress* pour l'exercice 2010 témoigne de l'engagement renouvelé et constant d'AREVA dans une stratégie de croissance responsable et de développement durable, dans le respect des principes du Pacte mondial.

C'est donc avec plaisir et détermination que le groupe AREVA réaffirme son soutien aux principes du Pacte mondial.

Anne Lauvergeon

Présidente du directoire d'AREVA

# 1. Introduction

## 1.1. Présentation du groupe AREVA

AREVA est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, de droit français, dont le siège est situé à Paris, France.

Les clients d'AREVA sont les grands électriciens, des entités publiques ou encore les grands industriels. AREVA fournit à ses clients des solutions pour produire de l'électricité avec moins de CO<sub>2</sub>. L'expertise du groupe et son exigence absolue en matière de sûreté, de sécurité, de transparence et d'éthique font de lui un acteur de référence, dont le développement responsable s'inscrit dans une logique de progrès continu.

Numéro un mondial du nucléaire, AREVA propose aux électriciens une offre intégrée unique qui couvre toutes les étapes du cycle du combustible, la conception et la construction de réacteurs nucléaires et les services associés. Le groupe développe par ailleurs ses activités dans les énergies renouvelables – éolien, solaire, bioénergies, hydrogène et stockage – pour devenir d'ici à 2012 l'un des trois leaders mondiaux de ce secteur. Grâce à ces deux grandes offres, les 48 000 collaborateurs d'AREVA contribuent à fournir au plus grand nombre, une énergie toujours plus sûre, plus propre et plus économique.

L'organisation opérationnelle du Groupe s'appuie sur cinq *Business Groups* : Mines, Amont, Réacteurs et Services, Aval, et Energies renouvelables.

## 1.2. Le développement durable au cœur de la stratégie industrielle d'AREVA

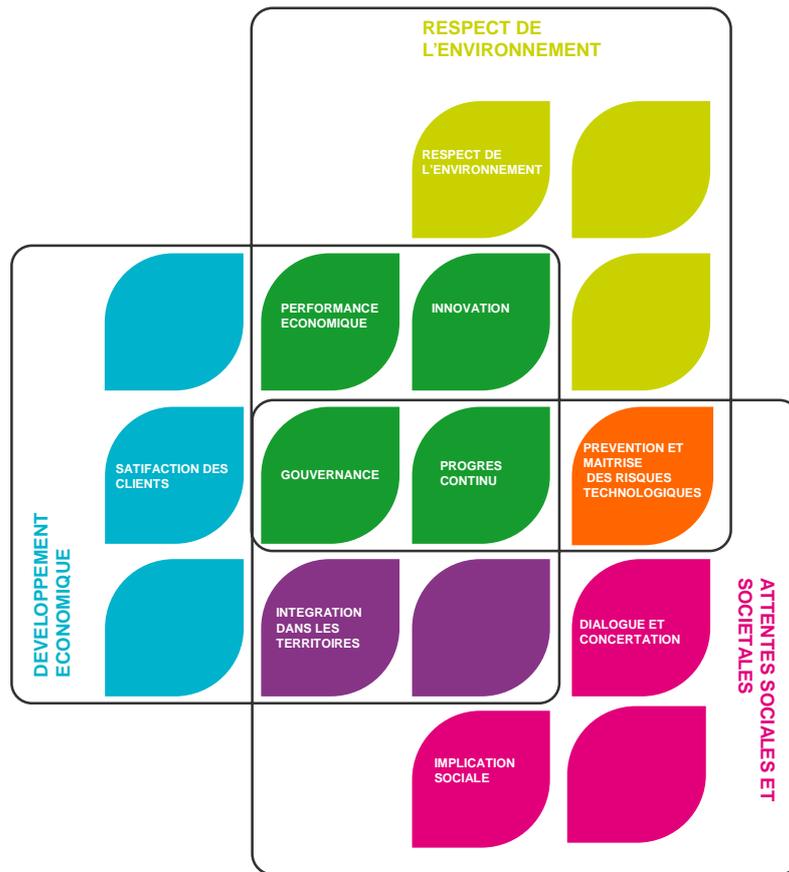
Le groupe AREVA est fournisseur de technologies de production d'énergie faiblement carbonée – nucléaire et renouvelable. Sa stratégie le place donc au cœur des enjeux – économiques, techniques, environnementaux, sociétaux – du monde d'aujourd'hui et particulièrement ceux liés à l'énergie.

Dès la création d'AREVA, le directoire a souhaité inscrire la stratégie du groupe dans une démarche de développement durable et de progrès continu.

### Dix engagements de développement durable

La politique de développement durable d'AREVA s'articule autour sur dix engagements qui incarnent sa responsabilité. Ils structurent la conduite des opérations et la réalisation des objectifs stratégiques du groupe. Le management est responsable de leur mise en œuvre à tous les échelons.

S'inscrivant dans une dynamique de progrès continu, toutes les entités du groupe évaluent régulièrement leur performance dans la réalisation de ces dix engagements. Notre processus d'amélioration continue est construit sur l'analyse de ces évaluations ainsi que sur des études de « benchmarks » et sur l'avis de nos parties prenantes que nous sollicitons à échéances régulières.



Les 10 engagements de développement durable d'AREVA

## Un dialogue régulier et de confiance avec les parties prenantes

Le dialogue et la concertation sont un des dix engagements de développement durable. Il s'agit pour AREVA de développer et entretenir des relations de confiance avec tous les acteurs de son environnement, élargir et enrichir sa réflexion en prenant en compte les préoccupations et les attentes des parties prenantes et de s'intégrer durablement localement. AREVA se met à leur écoute : réalisation d'entretiens au niveau local, démarche de concertation globale avec un panel international de représentants du monde associatif, participation active aux structures locales d'information comme les commissions locales d'information, aux groupes d'expertise pluraliste, aux débats publics, etc.

## AREVA s'engage à respecter les principes du Pacte mondial

AREVA adhère en 2003 au Pacte mondial (*Global Compact*) de l'ONU. Le groupe s'engage sur dix principes universels relatifs aux droits de l'homme, aux normes du travail, à la protection de l'environnement et à la lutte contre la corruption.

Au-delà de sa participation à des initiatives développées au sein même du Pacte mondial (comme le groupe de travail sur les droits de l'homme ou l'initiative « *Caring for Climate* ») AREVA est un membre actif de nombreuses autres organisations ou initiatives de promotion et d'échange d'expériences dans les domaines du Pacte mondial, dont « Entreprises pour les Droits de l'Homme » (EDH), l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), BSR, le *World Business Council for Sustainable Development* (WBCSD), la Chambre de commerce internationale (ICC) et de l'*International Council on Mining and Metals* (ICMM).

Les principes du Pacte mondial sont par ailleurs explicitement référencés dans notre Charte des valeurs. La Charte des valeurs d'AREVA s'applique à toutes les activités que contrôle le groupe et dans tous les pays où elles s'exercent.



*Pour en savoir plus :*

Consultez en annexe le **Tableau de bord des actions de développement durable 2010**

## **Anticiper les nouvelles exigences pour en faire des opportunités**

Au-delà de ces engagements, AREVA s'efforce d'être attentif aux évolutions en matière de responsabilité sociétale de l'entreprise. Le groupe s'est activement impliqué dans le développement du processus « ISO 26000 », un ensemble de lignes directrices dont l'ambition est de proposer un cadre de référence international, d'application volontaire, pour la responsabilité sociétale des entreprises.

Le groupe exprime sa conviction qu'au-delà du caractère volontaire ou réglementaire de tels dispositifs, leur mise en œuvre effective crée de nouvelles perspectives pour ses différents métiers et permet à AREVA d'améliorer la manière dont elle les exerce.



## AREVA et l'ISO 26000

Dans un souci d'amélioration continue et afin d'anticiper les enjeux, ainsi que les nouvelles attentes des parties prenantes, AREVA est attentif à toutes les initiatives relatives à la RSE et s'implique dans de nombreux groupes de travail dans ce domaine.

AREVA considère que l'ISO 26000 constitue une avancée notable et un cadre de référence des thématiques qu'il recouvre, en raison à la fois de son caractère international et de la pluralité des parties prenantes ayant participé à son élaboration.

AREVA s'est investi en amont dans l'élaboration de l'ISO 26000 par une participation au comité français de rédaction de la norme. Le groupe s'est également associé à l'organisation des Etats généraux sur la responsabilité sociétale le 7 décembre 2010, évènement marquant le lancement de l'ISO 26000 en France.

De plus, la plupart des domaines visés par l'ISO 26000 sont pris en compte dans la démarche de développement durable et de progrès continu du groupe. Ceux qui ne l'étaient pas encore sont en cours d'intégration dans le référentiel d'auto-évaluation interne AREVA WAY.

## 2. La mise en œuvre des Principes du Pacte mondial par AREVA



AREVA rend compte de ses objectifs et des résultats obtenus pour chacun de ses dix engagements de développement durable au sein de plusieurs documents, notamment : le « Rapport de croissance responsable 2010 » (rapport annuel et de développement durable du groupe), Supplément Chiffres de ce rapport, Document de référence 2010 et le questionnaire du *Carbon Disclosure Project*.

La présente **Communication on progress** illustre de manière non exhaustive la façon dont AREVA s'engage au quotidien à mettre en œuvre les dix principes du Pacte mondial. Les documents référencés et ceux joints en annexe sont des compléments essentiels au présent texte.

En savoir plus :

Consultez sur [www.aveva.com](http://www.aveva.com):

- le Rapport de Croissance Responsable
- le supplément « Chiffres 2010 »



## 2.1. Le Pacte mondial en actions : respect des principes relatifs aux droits de l'homme

### Droits de l'homme

1. Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence ;
2. à veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme.

### Engagement

Pour AREVA, le respect et la prise en compte des droits de l'homme est une approche intégrée dans la Charte des valeurs du groupe, ainsi que dans les différentes politiques, pratiques, actions ou initiatives, dans l'ensemble des métiers du groupe.

Pour une entreprise multinationale, le respect des droits de l'homme recouvre notamment le respect de la dignité des personnes, la non discrimination et le refus du harcèlement sous toutes ses formes, le respect de la vie privée et la neutralité à l'égard des croyances philosophiques, politiques et religieuses, l'exigence de sécurité et de non atteinte à la santé, le dialogue social, la formation, l'absence de travail forcé et le respect de la réglementation du travail, l'interdiction du travail des enfants sur les sites d'AREVA comme chez ses fournisseurs et ses partenaires.

### Actions

**Principe 1 : Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence**

### Charte des valeurs

La Charte des valeurs d'AREVA fait expressément référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux Convention de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), aux principes directeurs de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), ainsi qu'aux principes du Pacte mondial. Elle a été élaborée en 2003.

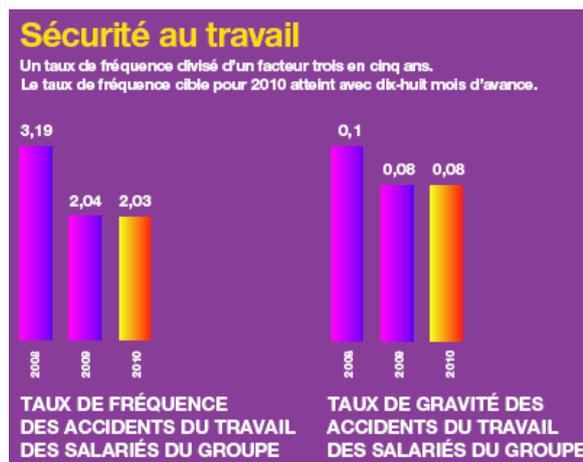
La Charte est diffusée à l'ensemble des salariés (elle est disponible en 15 langues) et est portée à la connaissance des parties prenantes. Elle décline les valeurs, principes d'action et règles de conduite dont l'application et la mise en œuvre relèvent de la responsabilité des directeurs et plus généralement de l'encadrement de toutes les unités et filiales du groupe. Son application entre dans le champ de l'audit du groupe.

### Garantir la sécurité au travail de nos collaborateurs et de nos sous-traitants

La protection des salariés et des employés de ses sous-traitants est une priorité pour le groupe AREVA. La sécurité est au cœur du métier du groupe, elle est prise en compte dès la conception des installations et assurée tout au long de leur exploitation jusqu'à leur démantèlement.

Avec l'objectif constant de prévenir tout risque pour la santé et la sécurité de nos salariés, de nos sous-traitants et des populations riveraines de nos sites, nous appliquons les normes internationales les plus exigeantes en termes de méthodes d'évaluation des impacts de nos activités. Nous actualisons régulièrement ces exigences en fonction du retour d'expérience, des progrès techniques et de l'évolution des connaissances.

AREVA s'engage pour cela à améliorer de façon continue la santé et la sécurité au travail, renforcer la prise en compte de la qualité de vie au travail et surveiller l'impact des activités de ses sites sur la santé des populations riveraines. En 2010, le déploiement de la politique de sécurité au travail s'est poursuivi au travers de missions régulières menées sur les sites du groupe par les équipes de la direction Sûreté, Santé, Sécurité, Environnement (D3SE), en capitalisant sur la responsabilité du management, l'implication de chacun et l'amélioration continue.



\* Le taux de fréquence des accidents du travail des salariés est calculé comme suit :  
- Nombre d'accidents avec arrêt /heures travaillées x 1 000 000

\* Le taux de gravité des accidents du travail des salariés est calculé comme suit :  
- Nombre de jours perdus /heures travaillées x 1 000

Le taux de fréquence a été divisé d'un facteur trois en cinq ans (TF 6.6 en 2004, 2.04 en 2009, 2.03 en 2010) et le taux de fréquence cible pour 2010 a été atteint avec 18 mois d'avance. AREVA souhaite que cette politique ambitieuse soit étendue à ses fournisseurs.

A titre d'exemple, les directions Qualité Sécurité et Achats du BG Mines ont organisé pour la première fois le 14 décembre 2010, une convention sur la sécurité pour leurs fournisseurs. L'édition 2010 a rassemblé 33 entreprises sous-traitantes venues des cinq continents. Dans un climat riche en échanges, cette journée a permis aux équipes du BG Mines de présenter les enjeux de la sécurité et les objectifs qui y sont associés, ainsi que leurs attentes vis-à-vis de leurs fournisseurs. A cette occasion, AREVA a également salué les résultats 2010 de trois de ses partenaires sous-traitants par la remise d'un prix soulignant leur engagement en faveur de la sécurité au travail.

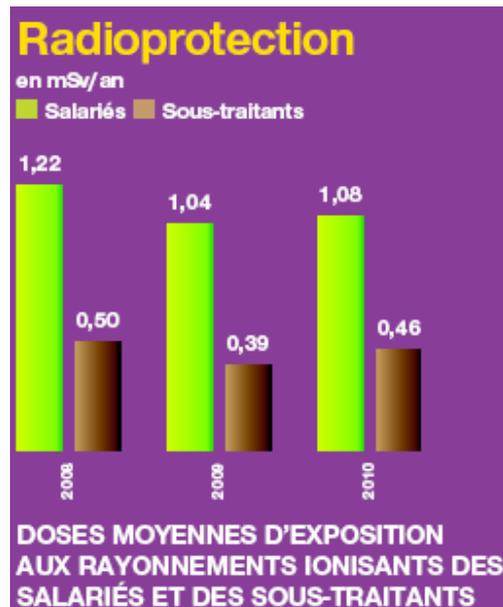
## Améliorer la santé des salariés et de nos sous-traitants

Les objectifs prioritaires de la politique santé d'AREVA 2008-2010 portaient sur l'amélioration de la santé au travail, la mise en place d'actions pour l'amélioration des conditions de vie au travail et celle d'actions de santé publique dans les pays d'implantation du groupe.

La charte de sûreté nucléaire d'AREVA guide la politique du groupe en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection. Elle définit les principes d'organisation et d'actions en la matière. Le groupe applique en permanence le principe ALARA (*As Low as Reasonably Achievable*) pour maintenir l'exposition du personnel aux rayonnements ionisants au niveau le plus bas qu'il soit raisonnablement possible d'atteindre, en tenant compte

des facteurs techniques, économiques et sociaux. Tous les salariés du groupe et des sous-traitants bénéficient des mêmes actions de prévention et de protection.

AREVA s'est par ailleurs fixé volontairement l'objectif de ne pas dépasser la dose d'exposition aux rayonnements ionisants individuelle maximale de 20 mSv sur douze mois pour tous ses salariés et sous-traitants dans l'ensemble de ses pays d'implantation, même lorsque la réglementation locale prévoit une limite supérieure. En 2010, aucun salarié ou prestataire n'a reçu de dose annuelle supérieure à 20 mSv. 64,3% des salariés et 75,3% des sous-traitants ont reçu une dose comprise entre 0 et 2 mSv. Pour rappel en France, l'exposition naturelle moyenne annuelle aux rayonnements ionisants est de l'ordre de 2,4 mSv.



La politique santé 2008-2010 d'AREVA s'est organisée autour de trois axes :

- contribuer à améliorer sans cesse la santé des salariés et des sous-traitants ;
- promouvoir des actions de santé publique, dans nos différents pays d'implantation ;
- développer des actions visant à améliorer les conditions de vie au travail.

En 2010, le déploiement de cette politique a porté, pour l'essentiel, sur :

- la mise en œuvre sur tous les sites, d'actions d'insertion et de maintien dans l'emploi des travailleurs présentant une limitation de leur capacité de travail ;
- les risques psychosociaux avec le déploiement progressif de dispositifs d'écoute et d'accompagnement pour les salariés ;
- l'élaboration et l'application des référentiels standards pour la préservation de la santé au travail, notamment pour les agents chimiques dangereux.

Par ailleurs, le groupe a poursuivi les démarches engagées sur les thèmes suivants :

- mise en place d'une procédure concernant la protection des salariés en ambiance de travail bruyante ;
- déploiement des observatoires de la santé ;
- politique SIDA.

## La prévention des risques psychosociaux

Dans le cadre d'une démarche globale d'amélioration de la qualité de vie au travail, co-animée par la direction Sécurité, Santé, Sécurité, Environnement et la direction des Ressources Humaines (DRH), plusieurs actions de prévention des risques psychosociaux ont été engagées depuis 2007. Trois dispositifs sont actuellement en cours

de déploiement sur les sites français : le dispositif d'écoute et d'accompagnement des salariés, les études sur les conditions de vie au travail et la formation des managers et cadres dirigeants.

Le dispositif d'écoute et d'accompagnement couvre plus de 65% des effectifs du groupe. Plusieurs études sur les conditions de vie au travail ont eu lieu en 2010, permettant à près de 25% des salariés de s'exprimer sur leur vécu au travail. Ces études ont été suivies de plans d'actions élaborés sur la base d'une approche participative.

Enfin, un programme de formation des managers et des comités de direction a été élaboré en 2010 et sera déployé à partir de juillet 2011 sur l'ensemble du groupe. Ce programme vient renforcer le souhait du groupe AREVA de voir se développer une culture de la prévention des risques psychosociaux et d'amélioration de la qualité de vie au travail à tous les niveaux de l'entreprise.

En complément de l'ensemble de ces démarches, une négociation avec les partenaires sociaux sur la qualité de vie au travail a été engagée en 2010 pour l'ensemble du périmètre AREVA France.

## La poursuite du déploiement des observatoires de la santé

Dans le prolongement de la démarche annoncée en mars 2007 par la présidente du directoire d'AREVA, le groupe et les associations SHERPA et Médecins du Monde ont conclu en 2009 un accord portant sur la création d'observatoires de la santé autour des sites miniers exploités par AREVA et d'un groupe pluraliste d'observation de la santé.

Ce dispositif a pour objet l'étude, en France comme à l'étranger, de la santé des travailleurs dans les mines d'uranium d'AREVA et de l'impact potentiel des activités minières sur la santé des populations voisines. Si des cas de maladies imputables à cette activité professionnelle étaient mis en évidence, les soins correspondants seraient pris en charge par AREVA à l'identique de la couverture médicale française.

La mise en place progressive des observatoires de la santé vise à apporter des réponses aux interrogations de la société civile et des différentes parties prenantes.

Le premier observatoire de la santé a été mis en place au Gabon le 19 octobre 2010 et les procédures de validation et d'autorisations des structures se poursuivent pour en créer un au Niger.

Des démarches semblables sont également en cours pour réaliser des enquêtes épidémiologiques et assurer un suivi des mineurs (en activité et retraités) en Namibie, au Canada et au Kazakhstan.

## Améliorer la santé des populations : la politique SIDA d'AREVA



Contribution d'AREVA à l'atteinte de l'objectif n°6 « Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies » des Objectifs du Millénaire



Conscient de l'ampleur des conséquences humaines, sociales et économiques de la pandémie, AREVA contribue, dans sa sphère d'influence, à en limiter l'extension et à en réduire l'impact au travers d'une politique spécifique traitant du VIH/SIDA et qui s'inscrit pleinement dans les valeurs et les engagements de développement durable du groupe.

Cette politique couvre les domaines de l'éducation et de la prévention, du dépistage, de l'accès aux soins et aux conseils, de la confidentialité et de la non-discrimination. Elle est élaborée en cohérence avec les politiques nationales de santé.

Pour réfléchir de façon élargie et dans un cadre d'échange de bonnes pratiques trans-sectorielles, AREVA participe aux travaux de GBC Health (Global Business Coalition on HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria) dont il est membre.

C'est dans ce contexte qu'AREVA a contribué à la mise en place fin 2006 d'un partenariat public/privé tripartite au Niger (avec le groupement d'intérêt public Esther et le gouvernement du Niger) avec l'appui du Fonds Mondial.

*Pour en savoir plus*

Consultez le document du Pacte mondial

*"Embedding Human Rights in Business Practice"*

En complément, la Fondation AREVA s'engage pour la recherche médicale et l'accès aux soins pour tous notamment auprès des populations touchées par le SIDA. Elle apporte un soutien financier à des associations et des organismes médicaux, pour garantir la formation d'équipes locales, la rénovation de centres de soins ou le financement d'équipements lourds.

Dans ce cadre, la Fondation AREVA finance des programmes de recherche de l'Institut Pasteur, tant à Paris qu'à Shanghai.

### Exemple de programme de recherche :

L'Institut Pasteur de Paris a lancé un projet de recherche de deux ans sur le traitement des patients atteints par le virus VIH depuis l'enfance.

Le projet consiste à réaliser un bilan immunitaire détaillé chez 200 sujets infectés par le SIDA depuis au moins quinze ans. Les résultats de cette étude permettront à la fois une meilleure prise en charge thérapeutique à long terme des sujets infectés à la naissance et une amélioration des connaissances sur la maladie.

La Fondation AREVA soutient également des actions de terrain pour venir en aide aux malades affectés par ce virus, notamment en Afrique du Sud, en Inde et en Chine.

### Exemple d'action de terrain :

La Fondation AREVA accompagne un village de l'association François-Xavier Bagnoud dans l'État du Medinipur, en Inde entre 2008 et 2010. Ces "Villages-FXB" sont identifiés dans des pays touchés par le sida et la pauvreté. La base de ce modèle : l'entraide communautaire et le partage. La Fondation AREVA a renouvelé son engagement auprès de FXB, pour une durée de trois ans de 2011 à 2013 et soutient un village rural dans le district de Buo To, en Chine.

## La contribution au développement économique local

AREVA participe au développement économique et social des territoires où il est implanté.

Le groupe s'investit dans plusieurs domaines favorisant le développement, la diversification des activités économiques et la création d'emplois. Il s'implique aussi en encourageant les initiatives d'éducation, de déploiement de programmes de formation et favorise l'accès aux soins des communautés.

Pour ce faire, le groupe collabore avec des partenaires locaux. Concrètement, AREVA s'appuie sur AREVADELFI, société qui a débuté ses activités en 1998. AREVADELFI intervient sur l'ensemble des bassins industriels d'AREVA en apportant un soutien financier sous forme de participation ou de contrats de croissance aux PME / PMI. On recense en France, en 2010, 4218 emplois créés ou en création. Une action spécifique dénommée AREVADELFI HANDICAP a été engagée pour favoriser l'émergence d'entreprises développées par des personnes handicapées.

### Principe 2 : Les entreprises sont invitées à veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme

La complicité d'une entreprise à la violation des droits de l'homme par des tiers tire souvent son origine de l'absence de prise de conscience par le management. C'est pourquoi, chez AREVA, le management est responsable de la mise en œuvre des diverses politiques et s'appuie sur plusieurs directions fonctionnelles du groupe (déontologue, DRH, direction du Développement Durable, direction de la Sûreté, Sécurité, Santé et Environnement, etc.) impliquées dans la démarche globale de respect et de promotion des droits de l'homme. Le management bénéficie d'actions de sensibilisation et de formation détaillées ci-dessous.

## Promotion des droits de l'homme

AREVA est l'une des huit entreprises francophones à l'origine de l'initiative Entreprises pour les Droits de l'Homme (EDH). Cette initiative, inspirée de la BLIHR (Business Leaders Initiative on Human Rights) a pour objectif la prise en compte effective des droits de l'homme dans les stratégies des entreprises et dans les pratiques professionnelles.

EDH, association loi 1901 de droit français, s'est principalement consacrée en 2010 à la mise en œuvre de deux sessions de sensibilisation aux droits de l'homme en entreprise pour les dirigeants des huit entreprises membres d'EDH. Le groupe AREVA s'est particulièrement investi dans l'organisation de ces sessions en mettant à disposition une personne de la direction du développement durable du groupe, également impliquée dans la promotion des activités d'EDH et du respect des droits de l'homme au sein d'AREVA. L'objectif en 2011 est d'organiser trois sessions de formation, dont une en anglais. Au total, près de 100 personnes ont suivi ce module interentreprises entre octobre 2009 et mai 2011.

AREVA a également participé activement au sein d'EDH à la consultation publique sur les « lignes directrices pour la mise en œuvre opérationnelle des droits de l'homme en entreprise » de John Ruggie, Représentant spécial du secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises. Cela a notamment pris la forme de la publication de l'avis d'EDH sur ce texte sur le site Internet de *Business and Human Rights Resource Center*.

## Formation à l'éthique

Le déontologue du groupe et l'Université AREVA ont continué à organiser et animer en 2010 les sessions résidentielles de formation des dirigeants et du management à l'éthique et aux valeurs du groupe grâce à une série de programmes diversifiés. Un chapitre spécifique aux droits de l'homme a été intégré à ce module de formation. Trois sessions, une en Allemagne et deux aux Etats-Unis, ont eu lieu en 2010, regroupant 60 participants au total. Depuis 2003, 18 sessions ont été organisées.

Afin de toucher un plus grand nombre de collaborateurs, AREVA a mis en ligne en 2009 sur son site intranet un module international de sensibilisation à l'éthique et aux valeurs du groupe (e-learning) en anglais, complété en 2010 par des versions allemande, chinoise et française. 674 personnes se sont connectées au module d'e-learning en 2010.

## Sensibilisation de nos fournisseurs et engagement de développement durable

En cohérence avec son approche globale de développement durable et de progrès continu, le groupe AREVA demande depuis 2006 à ses fournisseurs d'y contribuer et les invite pour cela à souscrire à « l'engagement de développement durable applicable aux fournisseurs ».

En complément, d'autres démarches ont été lancées par la direction des Achats à partir d'une cartographie fine des fournisseurs : des audits fournisseurs, la formation des acheteurs et l'accompagnement des fournisseurs.

Les premiers audits « RSE » des fournisseurs ont été réalisés fin 2008 par un partenaire externe spécialisé. Le référentiel d'audit a été construit en rapprochant l'expérience de ce partenaire et l'expertise plus spécifique des équipes de plusieurs directions du groupe (Développement Durable, Santé, Sûreté, Sécurité et Environnement). Le référentiel couvre les chapitres des droits de l'homme, des normes de travail, de la santé et la sécurité, de l'environnement, de l'intégration dans les territoires et de la gestion des risques.

La direction des Achats d'AREVA a également mis en place fin 2008 un module de formation dédié au programme « Achats Responsables » dans le cadre d'un parcours de professionnalisation sur deux ans. Alternant les supports vidéo, des photos de mise en situation, des chiffres clés et des explications des procédures à appliquer et études de cas, cette formation a reçu un accueil très favorable de la part des acheteurs qui apprécient d'être guidés dans un domaine qu'ils perçoivent comme faisant partie intégrante de leur responsabilité. Cette formation inclut notamment une sensibilisation au respect des droits de l'homme. A fin 2010, 192 participants ont suivi cette formation.

De plus, la direction des Achats a développé une approche d'accompagnement des fournisseurs en concertation avec les directions en charge du développement durable, de la santé, sécurité, sûreté, environnement, des ressources humaines et de la qualité.

## 2.2. Le Pacte mondial en actions : respect des principes relatifs aux normes de travail

### Normes de travail

3. Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;
4. l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ;
5. l'abolition effective du travail des enfants ;
6. l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

### Engagement

AREVA s'engage à être un employeur attentif et responsable, à favoriser le développement professionnel de ses collaborateurs et à veiller à leurs bonnes conditions de travail. L'épanouissement personnel et professionnel des salariés est une priorité pour le groupe. AREVA met en place des processus permettant d'évaluer les conditions de travail et de mesurer la satisfaction de ses collaborateurs.

Convaincu que le dialogue social et la diversité sont sources d'innovation et de progrès, AREVA met tout en œuvre pour créer un climat d'entente et d'ouverture à l'autre qui favorise l'accueil et l'égalité des chances pour tous. Cette approche repose sur les principes d'honnêteté et de transparence qui régissent les relations entre les équipes RH, les partenaires sociaux et les managers.

Ces principes sont inscrits dans la Charte des valeurs du groupe.

Extraits de la Charte des valeurs :

« AREVA est attaché au dialogue social et le conduit avec sincérité et loyauté. Il constitue un gage de confiance dans la relation qu'entretient le groupe avec ses collaborateurs. »

« Le groupe mène ses activités dans le strict respect de la dignité humaine, proscrivant notamment tout harcèlement de quelque nature que ce soit, et toute atteinte aux droits de l'homme et de l'enfant. »

« Le personnel d'AREVA est constitué sans discrimination notamment de race, de couleur, de religion, d'âge, de sexe, d'orientation sexuelle, d'opinion politique, d'ascendance nationale, d'origine sociale. Sa volonté est que le management reflète de plus en plus cette diversité. AREVA respecte la vie privée de ses collaborateurs et observe la neutralité à l'égard des opinions politiques, des croyances philosophiques ou religieuses, et à l'inverse proscrit tout endoctrinement sur les lieux de travail. »

### Actions

#### Principe 3 : Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective

La volonté d'AREVA est d'associer étroitement les représentants du personnel aux évolutions sociales majeures du groupe. Le thème de la diversité se prête particulièrement à cette démarche et de nombreuses actions ont été



menées dans l'« esprit ODEO » (*Open Dialogue Through Equal Opportunities*) : pérennisation de la démarche ODEO par la signature d'un avenant à l'accord de 2006, le renouvellement de l'accord handicap, l'organisation des 2èmes journées européennes ODEO mixité et handicap, la négociation et le déploiement du plan d'actions pour les seniors, la signature d'un accord égalité professionnelle.

## Associer les représentants du personnel aux décisions

Le groupe AREVA mène une politique sociale ambitieuse en Europe afin d'accompagner l'activité par le dialogue. En moyenne, près de deux accords sont signés chaque semaine avec les partenaires sociaux.

Les partenaires sociaux ont été étroitement associés aux réflexions menées dans le cadre de l'optimisation de l'organisation du groupe autour de ses activités. Le Conseil de Surveillance du groupe compte 3 membres élus par le personnel salarié.

Dans les pays d'implantation du groupe, les responsables pratiquent le dialogue social en tenant compte des spécificités et pratiques locales. Ainsi, en Allemagne, les équipes RH ont mené en 2010 des négociations sur de nouveaux projets : processus d'évaluation, fixation d'objectifs, intéressement à court terme et revue de personnel.

Au Niger, des institutions représentatives du personnel ont été mises en place : des syndicats, des délégués du personnel et un comité de santé et sécurité au travail. Ces institutions rencontrent régulièrement l'employeur lors de réunions mensuelles, trimestrielles ou annuelles, qui donnent lieu à des procès-verbaux. Des concertations sont organisées avec les représentants des travailleurs lorsqu'une information doit être diffusée aux salariés. Des rencontres de sensibilisation des travailleurs sur leurs droits et devoirs, en particulier sur les questions de santé et sécurité au travail, ont également lieu avec les syndicats et les délégués du personnel. Ces derniers sont reçus par la direction, soit à leur initiative, soit à l'initiative de celle-ci sur des questions du moment.

En Chine, AREVA se conforme à la loi locale qui permet aux entités légales de plus de 25 salariés locaux, et si ces salariés le souhaitent, d'établir une organisation représentative du personnel avec le soutien du management. A la demande de ces représentants, une convention collective peut être signée pour encadrer la structure des rémunérations.

### Principe 4 : L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire

### Principe 5 : L'abolition effective du travail des enfants

AREVA est très attaché au respect de la dignité humaine et proscrit toute atteinte aux droits de l'homme et de l'enfant. Cela concerne notamment l'absence de recours au travail forcé ou obligatoire et au travail des enfants dans ses usines. Le groupe se conforme dans tous les pays où il est présent à la législation locale en matière de droit du travail et de manière générale respecte la déclaration de l'organisation internationale du travail relative aux principes et droits fondamentaux du travail.

Chaque fois que la réglementation le prévoit le salarié a un contrat de travail de son pays d'origine ou d'exercice de son activité professionnelle, précisant notamment l'emploi pour lequel il est recruté. Par exemple, en Chine, chaque salarié signe un contrat de travail pour une durée déterminée ou indéterminée, qui devient obligatoirement un contrat à durée indéterminée lors du 2ème renouvellement, comme le prévoit la loi chinoise de 2008.

De même, tous les fournisseurs se voient remettre la Charte des valeurs d'AREVA qui fait explicitement référence aux principes du Pacte mondial et aux textes fondamentaux de l'OIT. En outre, AREVA a mis en place en 2005 un engagement de développement durable à honorer par ses fournisseurs. Fin 2010, 88% du volume des achats

réalisés par le groupe l'ont été avec des fournisseurs signataires de « l'engagement de développement durable ». Cet engagement a été signé par l'ensemble des nouveaux partenaires commerciaux d'AREVA en 2010.

La direction des Achats d'AREVA a mis en place fin 2008 un module de formation dédié au programme « Achats responsables » dans le cadre d'un parcours de professionnalisation sur deux ans. Cette formation aborde notamment la question du respect de la législation internationale sur le travail des enfants.

## Principe 6 : L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession



Contribution d'AREVA à l'atteinte de l'objectif n°3 « Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes » des Objectifs du Millénaire



### Engagement

AREVA garantit à chacun l'égalité des chances : en matière de recrutement, de développement des compétences, quels que soient son sexe, son âge, son orientation politique ou religieuse, ses caractéristiques physiques ou son origine ethnique. AREVA veut assurer un standard d'équité dans la façon dont ses salariés sont accompagnés partout dans le monde.

AREVA fonde sa politique en matière de non-discrimination sur les principes du Pacte mondial de l'ONU, la Charte des valeurs interne, la démarche AREVA Way de progrès continu et l'accord européen en faveur de l'égalité des chances signé en 2006 et renouvelé en avril 2010.

L'attachement à ces valeurs et leur mise en œuvre opérationnelle sont à l'origine de la création de la direction de la Diversité et de l'Égalité des Chances au sein de la direction des Ressources Humaines du groupe.

### Organisation et processus

Créée en janvier 2010, cette nouvelle direction traduit l'implication du groupe en faveur de la diversité. La direction Diversité et Égalité des Chances se fixe un double objectif : fédérer l'ensemble des actions menées sur le terrain de la diversité et de l'égalité des chances et œuvrer pour la lutte contre tous les types de discrimination.

Le processus de recrutement intègre les principes de non-discrimination et de respect de la diversité. Les recruteurs suivent une formation commune qui permet à l'ensemble des acteurs du recrutement de renforcer l'objectivité de leurs choix et de garantir une égalité de traitement des candidatures.

En appui de cette approche commune, le groupe s'est doté d'un outil centralisé de recrutement : « e-Talent ». Cet outil regroupe l'ensemble des éléments qui concernent la sélection et le suivi d'une candidature et en conserve l'historique. Il permet d'analyser a posteriori la démarche de recrutement afin de prévenir tout risque de discrimination.

Concernant la gestion de carrière des salariés, les objectifs de développement de la diversité et d'égalité de traitement s'intègrent dans la démarche existante des revues de personnel, lors de réunions collégiales.

En outre, tous les collaborateurs, quel que soit leur statut, cadre ou non cadre, bénéficient d'un entretien annuel qui est formalisé sur des supports d'entretiens annuels communs à l'ensemble du groupe.

## Focus : Reconnaissance des actions de développement de la diversité et de prévention des discriminations

Dans la continuité de ses engagements et des actions mises en œuvre en matière de diversité et d'égalité des chances depuis sa création, le groupe AREVA franchit une étape supplémentaire avec l'obtention du Label Diversité le 5 mars 2010. Il devient le premier groupe labellisé dans le cadre d'une démarche globale sur la totalité de ses entités en France. Cette labellisation vient récompenser et dynamiser les initiatives socialement responsables du groupe. Au-delà de la reconnaissance des engagements qu'a pris AREVA, le label est aussi une incitation à les poursuivre. Il impose au groupe une exigence particulière dans la poursuite du déploiement de ses actions à l'échelle de l'Europe et du monde.

### Actions

#### Diversité et égalité des chances

AREVA considère la diversité comme un facteur essentiel de performance.

#### En faveur des personnes en situation de handicap

La Mission handicap a pour responsabilité de sensibiliser sur les thématiques liées au handicap pour que ce dernier ne soit plus un frein à l'emploi et au développement des compétences et des carrières. Elle œuvre pour que tous les talents trouvent leur place chez AREVA.

La démarche de la Mission Handicap s'appuie sur quatre piliers :

- **La diversité** : AREVA vise à mieux accueillir et reconnaître « la différence » dans l'entreprise ;
- **La négociation** : associer les partenaires sociaux aux discussions. AREVA a signé un 2<sup>ème</sup> accord handicap triennal à l'unanimité avec les partenaires sociaux en juin 2010 pour le périmètre France ;
- **L'organisation en réseau** : une centaine d'acteurs de terrain – référents handicap, réseau Achats, réseau Santé ;
- **L'intégration dans les métiers** : chaque métier doit rendre ses choix cohérents avec les engagements du groupe.

Les engagements d'AREVA couvrent cinq domaines : le recrutement, le recours aux entreprises du secteur protégé et adapté, l'insertion et la formation professionnelles, le maintien dans l'emploi, la sensibilisation et la communication.

#### Quelques chiffres concernant le handicap chez AREVA en France:

- **3,77%** : taux d'emploi handicap dans le groupe en 2010 ;
- **15 millions d'euros** : le volume d'affaires prévu avec le secteur protégé au terme de l'accord (2010-2012) et **4,87 millions d'euros** réalisés en 2010 ;
- **600 efforts** d'insertion de travailleurs handicapés en trois ans au cours de l'accord précédent (2006-2009), 113 contrats conclus en CDI ;
- **240 recrutements** : c'est l'objectif du groupe au terme du nouvel accord (2010-2012). Ils se répartissent entre 120 CDI (seize réalisés en 2010), 50 CDD (19 réalisés en 2010) et 70 alternants (17 réalisés en 2010) ;
- **2,42 millions €** : budget total en soutien des actions handicap en 2010 ;
- **87 salariés** ont demandé la reconnaissance de qualité de Travailleur Handicapé en 2010, signe de confiance dans les démarches mises en œuvre par le groupe.

### En faveur de la mixité professionnelle femme-homme

Rechercher et promouvoir une plus grande mixité dans les profils et les parcours professionnels des salariés est une ambition d'AREVA. L'accord européen en faveur de l'égalité des chances de novembre 2006 et son avenant d'avril 2010 précisent des mesures pour l'atteindre. Il affirme que l'égalité professionnelle est un droit et que la mixité professionnelle est un facteur d'enrichissement collectif, de cohésion sociale et d'efficacité économique.

Il fixe cinq axes de développement sur ce thème : recrutement, évolution professionnelle, formation professionnelle, égalité de rémunération et accompagnement de la parentalité.

Dans le prolongement de l'accord groupe, les principales filiales du groupe ont signé des accords collectifs sur l'égalité professionnelle femme-homme.

#### Quelques chiffres concernant la mixité professionnelle dans le groupe :

- **20%** : part des femmes recrutées en CDI dans le monde ;
- **16%** : part des femmes dans les Comités de direction monde. Objectif 20 % à l'horizon 2011 et 25% en 2012 ;
- **20%** : part des femmes dans les effectifs CDI du groupe dans le monde ;
- Adhésion au club « Crèches et Entreprises » créé en France par le ministère du Travail et le Secrétariat d'État chargé de la Famille et de la Solidarité. Onze crèches dont neuf en France, soit environ 300 berceaux au total ;
- Deux journées européennes de sensibilisation à la mixité professionnelle femme-homme sur plus de 80 sites européens d'AREVA en 2009 et 2010. La troisième journée est prévue le 9 juin 2011.

### En faveur de la diversité des âges et gestion des seniors

AREVA considère les salariés expérimentés (après 50 ans), soit en 2010 un tiers des effectifs en CDI, comme des piliers essentiels, notamment grâce au partage de leur expérience avec les plus jeunes.

Le plan d'actions seniors 2010-2012 pour le groupe AREVA en France s'articule autour de cinq axes de travail :

- l'anticipation et l'évolution des carrières professionnelles ;
- le développement des compétences et des qualifications et accès à la formation professionnelle ;
- la transmission des savoirs, des compétences et le développement du tutorat ;
- l'aménagement des fins de carrière et la transition entre activité et retraite ;
- l'amélioration des conditions de travail et la prévention de la pénibilité.

### En faveur de la diversité sociale, ethnique et culturelle

Le groupe AREVA est attaché à embaucher des collaborateurs issus de tous horizons, quelle que soit leur origine et considère la diversité sociale ethnique et culturelle comme une richesse pour son développement.

Il s'est fixé quatre objectifs dans ce domaine :

- recruter des personnes issues de la diversité sociale, ethnique et culturelle et veiller à leur évolution professionnelle ;
- sensibiliser et motiver sur les enjeux de la diversité en réalisant des actions concrètes en interne ;
- afficher en externe la volonté d'AREVA d'être une entreprise « multiculturelle » ;
- lutter contre toutes les discriminations et les comportements discriminatoires.

AREVA poursuit et renforce les engagements pris ces dernières années sur le thème de la diversité dans l'éducation, l'accès à l'emploi, le bénévolat de compétences et le parrainage.

## Encadré Parentalité

### Focus : l'accompagnement de la parentalité

La signature de la Charte de la Parentalité en entreprise en avril 2008 en France s'inscrit dans cette démarche en faveur de l'égalité des chances : un engagement à favoriser "un environnement de travail où les salariés-parents peuvent mieux concilier leurs vies personnelle et professionnelle". AREVA est également adhérente de l'Observatoire de la Parentalité lancé en novembre 2008 pour promouvoir les meilleures pratiques et encourager la traduction concrète de la charte dans la vie des entreprises.

Des bonnes pratiques déjà identifiées :

- Près de 300 places de crèches d'entreprise disponibles en France et en Allemagne, où une telle initiative est inhabituelle. Les crèches sont présentes aussi bien à Paris qu'en régions, en sites tertiaires comme en sites industriels. « AREVA est l'entreprise française qui offre le plus de berceaux à ses salariés » (Jérôme BALLARIN, Président de l'Observatoire sur la parentalité) ;
- Des entretiens lors du départ et du retour des congés liés à l'enfant (congés maternité, paternité d'adoption et parental) sont formalisés dans des entités européennes du groupe AREVA ;
- Un accord signé en juin 2010 chez AREVA NC prévoit l'abondement par l'entreprise de l'utilisation des Comptes Épargne Temps en congé parental et sa participation au financement de la prévoyance pendant cette période.

### Sur le terrain de la diversité des âges :

Une centaine de référents carrière mobilisés et formés au service de la politique seniors. Senior lui-même, cadre opérationnel ou technicien de haut niveau, le référent est doté d'une bonne connaissance des métiers du groupe.

Une centaine de consultants post-retraite intervenant au sein d'AREVA (dispositif Experconnect). Ils sont actifs dans des domaines d'expertise technique.

Une première campagne de communication a été lancée en juillet 2010 pour sensibiliser les salariés aux démarches mises en place par le groupe : *"Il y a bien un avenir professionnel après 50 ans ; grâce à vous, ça se saura."*

### Sur le terrain de la diversité sociale, ethnique et culturelle

AREVA s'engage en faveur de la diversité sociale par la signature de divers engagements :

- Charte d'engagement des entreprises au service de l'égalité des chances dans l'Éducation, signée en décembre 2006 ;
- Convention de partenariat dans le cadre du « Plan Espoir Banlieues » signée en février 2008 avec le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi. Elle vise à informer et à promouvoir les métiers de l'entreprise, à favoriser la découverte de l'entreprise et à faciliter l'accès à l'emploi des jeunes.

AREVA développe également l'accueil de collaborateurs en alternance (1 200 en 2010). L'alternance est un moyen parmi d'autres de diversifier les profils des candidats. Elle offre aussi pour certains la possibilité d'une seconde chance pour se repositionner dans la vie professionnelle.

Un premier « café de la Diversité » a été organisé le 1<sup>er</sup> juillet 2010 sur le site du Tricastin. Il a permis à des jeunes suivis par des missions locales pour l'emploi de rencontrer des recruteurs pour une découverte de l'entreprise.

AREVA a souhaité sensibiliser les managers à la diversité sociale ethnique et culturelle sous la forme d'un « questions/réponses » sur les questions de la pratique religieuse dans le quotidien. AREVA est rarement interpellé sur cette question des pratiques philosophiques et religieuses au sein de l'entreprise. Le groupe n'a pas pour intention de prendre position sur les convictions des salariés, mais souhaite donner aux managers des réponses à des

situations qui se présentent sur ce sujet. Ces réponses communes apportées aux différentes situations pouvant intervenir ont été validées par la HALDE (Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité).

## 2.3. Le Pacte mondial en actions : respect des principes relatifs à l'environnement

### Environnement

8. Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement ;
9. à entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ;
10. à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuse de l'environnement.

### Engagement

#### Politique environnement

La prévention, la maîtrise des risques technologiques et plus spécifiquement la protection de l'environnement font partie intégrante des engagements de développement durable du groupe et sont donc au cœur de sa stratégie industrielle ; leur mise en œuvre s'articule autour d'une politique environnement (réactualisée en 2007 pour la période 2008-2011), de standards environnementaux, santé, sécurité (exemple le « EHS Master Way<sup>1</sup> » qui vise à inscrire nos sites dans une démarche de progrès) et d'outils de maîtrise des impacts environnementaux élaborés par les spécialistes environnement de la direction Sûreté, Santé, Sécurité, Environnement .

La politique environnement du groupe AREVA s'applique à l'ensemble des entités du groupe, tant en France qu'à l'étranger. Elle repose sur six engagements :

- manager ;
- innover ;
- prévenir les risques accidentels et chroniques ;
- prévenir les passifs ;
- minimiser l'empreinte environnementale ;
- mesurer et rendre compte.

<sup>1</sup> EHS Master Way : fascicule regroupant les référentiels de base commun et les bonnes pratiques dans le groupe AREVA dans les différents domaines des politiques environnement, santé, sécurité (Environnement Health Security).

## Actions

**Principe 7 : Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement.**



Contribution d'AREVA à l'atteinte de l'objectif n°7 « Préserver l'environnement » des Objectifs du Millénaire



### Mise en œuvre et contrôle de la politique environnement du groupe

Cette politique comprend des objectifs quantifiés qui ont été établis à partir de la cartographie des risques, des attentes des parties prenantes, des bonnes pratiques internes et externes, du reporting environnemental, d'un benchmark externe et du dialogue avec les entités opérationnelles.

AREVA s'attache en particulier à professionnaliser et à renforcer la sensibilisation et la formation du « réseau environnement » interne à l'exercice des responsabilités environnementales. Depuis 2007, les spécialistes de la direction Sûreté, Santé, Sécurité, Environnement animent un module de formation « Environnement : risques et opportunités » en partenariat avec l'Université AREVA. En 2010, le déploiement de cette formation s'est poursuivi ; une session a eu lieu en France. A fin 2010, près de 250 personnes ont été formées.

AREVA s'est doté d'un référentiel interne qui définit les standards AREVA en matière d'environnement, hygiène et sécurité. Ce référentiel donne lieu à des auto-évaluations par les sites et à des revues par la direction Sûreté, Santé, Sécurité, Environnement.

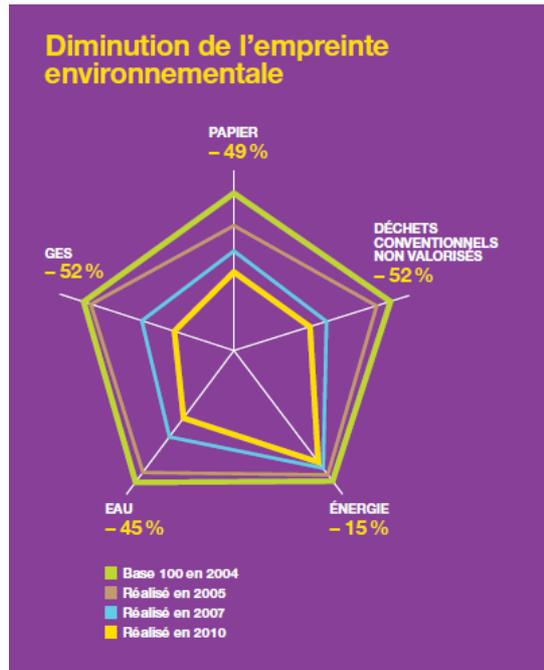
Un programme de revues environnementales est également déployé sur les sites du groupe. 108 de ces revues ont été réalisées en 2010 sur des thèmes ciblés (par exemple sur les passifs environnementaux). Des audits peuvent également être organisés conjointement par la direction de l'Audit et la direction Sûreté, Santé, Sécurité, Environnement.

**Principe 8 : Les entreprises sont invitées à entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.**

### Réduire notre empreinte environnementale

Les résultats obtenus à fin 2010 sont significatifs et démontrent que des actions ont été mises en oeuvre année après année ; ceci confirme aussi la volonté du groupe d'inscrire la protection de l'environnement dans une démarche de progrès continu.

Le graphique ci-après présente l'évolution des principaux indicateurs composant l'empreinte environnementale du groupe depuis 2004, sur la base d'une activité constante (rapportée au chiffre d'affaires).



En termes de gestion du risque environnemental, il faut noter qu'à fin 2010, 80% de nos sites industriels dits « à enjeux environnementaux significatifs » (EES) sont certifiés ISO 14001 (100% des sites « nucléaires » sont certifiés).

## Gestion des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES)

AREVA est l'un des premiers grands groupes industriels à atteindre la neutralité carbone pour ses activités.

Pour y parvenir AREVA met en œuvre un programme pluriannuel ambitieux de maîtrise et de réduction de ses propres émissions de GES, comportant entre autres :

- un objectif de réduction globale de ses émissions de 50 % fin 2011 par rapport à 2004 ;
- un objectif d'éradication du N<sub>2</sub>O sur le site de conversion de l'uranium de Comurhex Malvési ;
- un objectif de réduction de 4% par an des émissions liées à l'utilisation du SF<sub>6</sub>.

Grâce à ce programme, les émissions directes du groupe ont baissé de 52% par rapport à 2004 (à chiffre d'affaires constant). En 2010, elles atteignent 712 480 tonnes CO<sub>2</sub> équivalent, soit un volume faible comparativement à d'autres groupes industriels.

Au-delà de ces efforts, et pour être en cohérence avec son offre de produits et services pour des énergies faiblement carbonées, AREVA a choisi de compenser volontairement ses émissions directes résiduelles. A cette fin, le groupe est associé depuis 2008 à EcoAct : ce partenariat vise à soutenir financièrement, en leur achetant les « crédits carbone » qu'ils génèrent, des projets de développement économique à faibles émissions de CO<sub>2</sub> et à forte composante sociale, dans les pays dans lesquels le groupe est implanté (biomasse au Brésil, hydroélectricité et éolien en Chine, hydroélectricité en Inde).

En outre, les activités d'AREVA dans la biomasse ont contribué à l'approvisionnement de « crédits carbone » pour le programme de compensation 2010 du groupe.

En termes de reporting externe, les émissions directes de gaz à effet de serre d'AREVA font l'objet tous les ans d'une vérification des commissaires aux comptes (ces derniers attribuent un niveau d'assurance « raisonnable » à cet indicateur).



Enfin, AREVA répond tous les ans au questionnaire du *Carbon Disclosure Project* et fait partie du classement annuel du CDLI (*Carbon Disclosure Leadership Index*) et du CPLI (*Carbon Performance Leadership Index*).

AREVA est par ailleurs engagé activement au sein d'initiatives du monde des affaires dans le cadre de réflexions ou travaux de groupe régionaux ou internationaux, portant sur l'échange de bonnes pratiques et l'élaboration de réponses ou de positions sur les thèmes traités par les négociations internationales, dans les domaines de l'énergie et du changement climatique.

AREVA est ainsi membre, entre autres, du WBCSD, du WEC (*World Energy Council*), de ICC et participe à l'initiative « *Caring for Climate* » du Pacte Mondial.

**Pour en savoir plus :**

Consultez la réponse d'AREVA au **Carbon Disclosure Project 2010** en annexe

Dans la mise en œuvre concrète de ses engagements en matière de GES, le groupe AREVA s'est fortement mobilisé notamment sur le site de Comurhex Malvési (France, Narbonne), premier émetteur de GES du groupe. Le site a mis en place un procédé innovant, en collaboration avec les sociétés Technip et CTP, permettant de supprimer ses émissions de N<sub>2</sub>O (1 tonne N<sub>2</sub>O = 298 t.éq. CO<sub>2</sub>). Grâce à un investissement significatif, le site a construit une unité de traitement en 2010 (opérationnelle depuis janvier 2011), qui permettra une réduction d'environ 200 000 t.éq.CO<sub>2</sub> en 2011.

**Pour en savoir plus :**

Consultez en annexe l'article paru dans la brochure de l'association Entreprises pour l'Environnement de mai 2011 "**Mesurer et piloter ses émissions de gaz à effet de serre**"

## Gestion de l'eau

AREVA met en œuvre des démarches pour progresser dans sa maîtrise du cycle de l'eau, en particulier sur les sites industriels, afin de réduire les prélèvements dans les milieux naturels. Ces démarches nécessitent une connaissance précise des consommations d'eau et des coûts réels associés à la gestion du cycle, ainsi qu'une forte implication du personnel et des sous-traitants des sites.

L'attention à la ressource en eau s'applique tout particulièrement aux opérations minières du groupe, notamment celles qui interviennent dans des zones arides ou désertiques.

C'est pourquoi, les sites miniers participent à la politique active du groupe en faveur d'une réduction permanente de l'empreinte environnementale et des consommations d'eau. Ainsi, la consommation annuelle d'AREVA au Niger a été réduite de 35% en l'espace de quinze ans. Elle se situe aujourd'hui à environ huit millions de m<sup>3</sup> par an, 65% de ce volume étant destiné à l'alimentation des zones urbaines d'Arlit et d'Akokan.

En 2010, un diagnostic des réseaux d'eau potable des cités de Cominak (Akokan) et de Somaïr (Arlit) a été mené par Veolia. Une série de mesures visant à limiter les consommations d'eau dans les cités minières ont alors été lancées et se poursuivent en 2011.

**Pour en savoir plus :**

Consultez la brochure "**Engagements pour une croissance responsable, AREVA et le Niger un partenariat durable**" sur le site internet [www.aveva.com](http://www.aveva.com)

Par ailleurs, certains sites industriels consommateurs majeurs mettent en place des systèmes innovants afin de réduire leur consommation d'eau. Ainsi par exemple sur le site de Creusot Forge, la fiabilisation de la mise en circuit fermé ainsi que l'amélioration des réseaux et vannes, le suivi des consommations et la mise en place de joints secs sur les nouveaux fours ont permis une baisse significative des consommations d'eau de 55% en 2010 par rapport à 2009.

## Gestion de la biodiversité

AREVA attache une importance particulière au suivi et à la préservation de la biodiversité. Faune et flore sont étudiées dès les phases de conception et tout au long des phases d'exploitation, puis de réhabilitation des sites industriels. Un soin spécifique est apporté au maintien des espèces en place et à l'adaptation aux biotopes locaux (milieu hébergeant la faune et la flore) des espèces (ré)introduites lors des réaménagements.

AREVA s'est engagé dès 2006 dans une réflexion approfondie sur les interactions de ses activités avec la biodiversité. Après avoir mené des travaux associant des experts internationaux et des représentants de chaque business unit du groupe, la direction Sûreté, Santé, Sécurité, Environnement a élaboré et déployé en 2009 un outil interne pour identifier les interactions des activités du groupe avec la biodiversité.

L'année 2010, déclarée année internationale de la biodiversité, a permis au groupe de réaffirmer son engagement en faveur de la biodiversité (une brochure a été élaborée par la direction Sûreté, Santé, Sécurité, Environnement pour rappeler l'importance de la biodiversité).

Par ailleurs, AREVA a soutenu le *World Business Council for Sustainable Development* (WBCSD) et Entreprises pour l'Environnement (EpE) lors d'un symposium international « *Business & Biodiversity* », le 19 octobre 2010 à Paris (France). Cet événement a permis à des dirigeants d'entreprises et à des experts de haut niveau d'échanger sur les enjeux et les opportunités qui découlent d'une meilleure prise en compte de la biodiversité dans la stratégie et les pratiques des entreprises.

**Pour en savoir plus :**

Consultez la brochure AREVA "**Un engagement pérenne sur la biodiversité**" sur le site internet [www.aveva.com](http://www.aveva.com)

## Valoriser les déchets

La valorisation des déchets conventionnels est un des axes de la politique environnement du groupe AREVA.

Le site CEZUS de Paimboeuf (France, Nantes) a, par une optimisation de procédé (meilleure utilisation de l'installation d'évaporation) et par la sensibilisation des salariés des ateliers (sur la réduction des quantités de déchets dans la production), réduit sa production de déchets dangereux liés à une activité normale de plus de 20% par rapport à 2009.

## **Principe 9 : Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.**

### **L'innovation au service du développement durable**

Le management environnemental du groupe AREVA passe par l'innovation en intégrant dans la conception des produits, services, procédés et infrastructures la réduction des impacts sur l'environnement, sur l'ensemble du cycle de vie.

L'usine Georges Besse II, inaugurée le 14 décembre 2010, s'inscrit pleinement au cœur de la démarche de progrès continu et de développement durable d'AREVA.

Implantée sur le site nucléaire du Tricastin (Drôme et Vaucluse), l'usine Georges Besse II est l'un des investissements industriels les plus importants en France à ce jour. Avec sa technologie de centrifugation, considérée par les experts comme la plus performante et la plus sécurisée au monde, l'usine Georges Besse II présente notamment l'avantage de consommer 50 fois moins d'électricité que l'actuel procédé de diffusion gazeuse. Son procédé ne nécessite pas de prélèvement d'eau dans le Rhône pour son refroidissement. Du fait d'une hauteur des bâtiments deux fois moins importante que celle de l'usine actuelle et de l'absence de nuisance sonore, l'usine Georges Besse II bénéficie d'une intégration aisée dans le paysage et dans son environnement immédiat.

Le projet de système hybride de génération d'électricité pour les camps mobiles de prospection minière en Australie est une autre illustration. C'est la première application de cette nature pour les activités d'exploration minière. L'électricité des camps d'exploration mobiles d'AREVA en Australie est désormais produite 24 heures sur 24 par un système hybride faisant appel à des panneaux solaires et à un générateur diesel, associés à une capacité de stockage par batterie. Ce système a permis de ramener l'utilisation du générateur diesel de 24 heures à seulement quatre heures par jour, avec en outre une amélioration des conditions de vie et de travail du personnel (bruit et température).

### **Les AREVA Sustainable Development Awards**

Afin de sensibiliser tous les collaborateurs aux enjeux de développement durable, la direction du Développement Durable et du Progrès Continu organise tous les deux ans depuis 2005 un concours interne, les AREVA Sustainable Development Awards (les ASDA).

Ce concours récompense les meilleurs projets en matière de développement durable, progrès continu et innovation, émanant des salariés et revêtant un caractère d'exemple pour l'ensemble des entités du groupe AREVA dans le monde.

Il a pour objectif de stimuler les initiatives, faire connaître, récompenser et soutenir les projets du terrain et inciter chacun à participer activement aux politiques d'innovation et de développement durable d'AREVA, quels que soient ses fonction, métier ou entité.

Nous présentons ci-dessous deux projets gagnants du concours qui constituent des innovations au service de nos clients, qui sont d'ailleurs associés à des brevets.

## DMT : le nettoyage des générateurs de vapeur « zéro déchet chimique »

L'élimination des dépôts accumulés sur les surfaces et circuits secondaires des générateurs de vapeur et qui provoque la réduction des échanges de chaleur dans les réacteurs à eau pressurisée est une opération de maintenance majeure, planifiée entre neuf et douze mois à l'avance. Elle consiste en un nettoyage qui, jusqu'à présent, s'opérait uniquement par décapage chimique. Ce procédé employant des substances nocives engendrait des rejets dangereux pour la santé et pour l'environnement : 380 000 litres de déchets liquides chargés d'hydrazine étaient ainsi rejetés et devaient être éliminés. Une équipe d'AREVA NP de Lynchburg (Virginie, Etats-Unis) a mis au point une solution alternative, moins agressive et sans perdre en efficacité : la technologie « Deposit Minimization Treatment (DMT) ».

## Nitrojet® : des démantèlements toujours fiables, plus rapides et moins pénibles

Nitrojet® est un procédé qui facilite le démantèlement des installations nucléaires. Cette technique de projection haute pression d'azote liquide réduit par dix le temps pris à l'écroûtage – retrait de la matière éventuellement contaminée – des murs, plafonds et sols en béton, mais aussi à leur traitement et à leur découpe. Le tout, sans aucun produit chimique. Nitrojet® sera opérationnel sur site fin 2011. Son développement ne s'arrête pas là, puisque le procédé est en train d'être adapté pour une utilisation sur d'autres matériaux que le béton, comme l'Inox et certains métaux.

## 2.4. Le Pacte mondial en actions : respect du principe relatif à la lutte contre la corruption

### Corruption

10. Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

### Engagement

La Charte des valeurs d'AREVA, évoquée dans l'introduction, traite également du thème de la corruption.

La précision des dispositions relatives à ce domaine complexe a été encore renforcée en 2009. Il en a été de même pour celles relatives au respect du droit de la concurrence. De même, les lettres d'instruction de conformité du déontologue aux directeurs d'entité en 2010 mentionnent explicitement la tolérance zéro du groupe AREVA en matière de corruption.

Extraits de la Charte :

« L'objectivité et l'intégrité gouvernent les relations des salariés du groupe avec les services publics, ses clients, ses fournisseurs et ses partenaires. Tout constat de corruption active ou passive, toute sollicitation d'un tiers tendant à une telle corruption, est immédiatement signalée à la hiérarchie qui prend sans délai les mesures propres à en vérifier la réalité, notamment en diligentant les audits appropriés, et à faire cesser sans délai ces agissements s'ils sont avérés.

AREVA interdit la corruption sous toutes ses formes, publique et privée, active et passive. AREVA s'interdit notamment d'effectuer, de proposer, de promettre ou solliciter, directement ou indirectement, un paiement ou une fourniture de service, de cadeau ou de loisir d'une valeur supérieure à celle légalement admise, au personnel politique, à des agents publics ou privés, afin d'obtenir ou de conserver de manière illégale un marché ou un avantage commercial. Les salariés doivent éviter toute situation où ils se retrouveraient, même momentanément, l'obligé d'un tiers, toute situation simplement ambiguë, toute allusion équivoque de cet ordre. »

## Actions

### Participation à l'ITIE (Initiative de transparence des industries extractives)

En 2003, AREVA a été l'une des premières entreprises internationales à adhérer à l'ITIE (Initiative de transparence des industries extractives - *Extractive Industry Transparency Initiative, EITI*), une initiative visant à une plus grande transparence sur les montants versés par les entreprises minières aux États qui accueillent leurs activités et à la réconciliation des sommes versées avec celles figurant dans la comptabilité publique des états adhérents à l'initiative.

En termes d'organisation et fonctionnement, l'ITIE rassemble autour d'une même table : pétroliers, mineurs, gaziers, ONG, le gouvernement du pays détenteur de la ressource naturelle et le secteur financier (principalement la Banque mondiale, le FMI et près d'une centaine d'investisseurs socialement responsables). Pour l'obtention du label de conformité, il est notamment indispensable d'avoir la preuve de la participation effective et sans entrave de la société civile locale et des ONG dans le processus.

L'ITIE est placée sous la supervision d'un Conseil d'administration international siégeant à Oslo et dont AREVA fait partie. Depuis fin 2009, AREVA est également membre du Comité de gouvernance d'ITIE.

Les années 2010 et 2011 sont décisives pour l'ITIE puisque depuis ces deux dernières années, une trentaine de pays applique ce processus et attend maintenant la délivrance du label de conformité, signifiant la reconnaissance « pluripartite » (gouvernements, société civile, entreprises) de la transparence des paiements reçus de la part des entreprises extractives opérant sur leur sol.

En décembre 2010, l'ITIE a reconnu le statut « proche de la conformité » pour plusieurs pays, dont deux où AREVA exploite des mines : le Kazakhstan et le Niger.

Aujourd'hui, l'initiative se traduit chez AREVA par un Coordinateur ITIE au niveau central institué par le directoire. Au niveau opérationnel minier, un correspondant ITIE dans le Business Group Mines a été nommé, ainsi que des correspondants ITIE dans chacune des filiales minières situées dans un pays adhérent à l'ITIE. La direction financière du Business Group Mines, en liaison avec la direction financière d'AREVA, supervise également la remontée des états déclaratifs de paiements au pays d'accueil.

Par ailleurs, les rapports éthiques internes intègrent l'état des paiements faits par les filiales minières du groupe à tous les gouvernements des pays d'accueil qui adhèrent à l'ITIE.

## Annexes

- Charte des valeurs AREVA lien AREVA.com  
<http://www.aveva.com/FR/groupe-1261/la-charte-des-valeurs-des-droits-et-devoirs-pour-tous-au-quotidien.html>
- Tableau de bord de nos actions de développement durable 2010
- “Embedding Human Rights in Business Practice” (page 112)  
[http://www.unglobalcompact.org/docs/news\\_events/8.1/EHRBPII\\_Final.pdf](http://www.unglobalcompact.org/docs/news_events/8.1/EHRBPII_Final.pdf)
- Contribution d’EDH sur les Guiding Principles de John Ruggie  
<http://www.business-humanrights.org/Links/Repository/1004116>
- Réponse d’AREVA au questionnaire du Carbon Disclosure Project
- « Mesurer et piloter ses émissions de gaz à effet de serre » (page 15)  
[http://www.epe-asso.org/pdf\\_rap/EpE\\_rapports\\_et\\_documents107.pdf](http://www.epe-asso.org/pdf_rap/EpE_rapports_et_documents107.pdf)
- « Engagement pour une croissance responsable, AREVA et le Niger un partenariat durable »  
<http://www.aveva.com/FR/activites-609/exploitation-de-mines-traitement-de-l-uranium-reamenagement-minier-activites-mines.html>
- « Un engagement pérenne sur la biodiversité »  
<http://www.aveva.com/FR/groupe-2181/un-engagement-perenne-sur-la-biodiversite.html>

## DÉPLOIEMENT DE NOTRE DÉMARCHE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Objectifs	Echéance	Progrès	Résultats/actions 2010	Prochaines étapes
<b>Gouvernance</b>				
Poursuivre la formation à l'éthique et aux valeurs du groupe. Intégrer une étude de cas incorporant des aspects relatifs aux droits de l'homme dans la formation des dirigeants.	2010		Plusieurs sessions « Ethique et valeurs du Groupe » en 2010 (Allemagne, Etats-Unis), incorporant notamment une sensibilisation aux droits de l'homme et une étude de cas « Droits de l'homme /santé ».	Poursuivre cette démarche en 2011
Effectuer le lancement avec les autres entreprises d'EDH* de la session no 1 interentreprises courant 2010.  * Entreprise pour les Droits de l'Homme	2010		Organisation avec les autres entreprises d'EDH de deux sessions en interentreprises du stage "Sensibilisation des managers aux droits de l'homme en entreprise"	Poursuivre ce programme en incluant une session en anglais.
Accompagner les efforts des pays mettant en oeuvre l'ITIE et qui visent une validation pour 2010 et 2011 (nombreuses demandes de report de dates).	Récurrent		AREVA participe étroitement au processus dans les pays à forte activité minière: le Kazakhstan et le Niger obtiennent le statut ITIE « proche de la conformité » en 2010.	Accompagner l'obtention pleine du label de conformité ITIE pour le Kazakhstan, le Niger, la République centrafricaine.
Planifier en 2010 une série d'audits de rapports éthiques annuels d'entités du groupe.	2010		Plusieurs audits sur la qualité des rapports éthiques internes effectués en 2010, sur proposition du déontologue, par la Direction de l'audit.	Le progrès continu conduit en 2011 à demander aux équipes de direction de chaque entité de s'impliquer davantage dans le reporting en échangeant sur les résultats et en signant collectivement le rapport de leur entité.
<b>Performance économique</b>				
Poursuivre l'application systématique de l'« Engagement de développement durable des fournisseurs » à tout nouveau partenaire commercial.	Récurrent		L'« Engagement de développement durable fournisseurs » a été signé par l'ensemble de nos nouveaux partenaires commerciaux en 2010. A fin 2010, 88 % du volume des achats du groupe est réalisé auprès de fournisseurs signataires.	Poursuivre l'application systématique de ces engagements auprès de tout nouveau partenaire commercial et convaincre nos fournisseurs historiques qui ne l'auraient pas encore signé.
Mettre en place une démarche d'accompagnement des fournisseurs (évaluations/audits/accompagnement du progrès)	2011		Création d'outils pour évaluer le risque environnemental et social des nos fournisseurs, afin de savoir lesquels évaluer (audit documentaire Ecovadis) et organisation, en lien avec les autres directions fonctionnelles concernées, des actions d'accompagnement des fournisseurs identifiés.	Implication des business groups (BG) et signature d'un contrat avec Ecovadis, pour la plateforme online d'auto-évaluation des fournisseurs. Dans le domaine des achats responsables, l'objectif est l'identification des risques, en matière de développement durable, par chacune des entités du groupe.
Poursuivre le programme de formation des acheteurs et l'adapter au nouveau périmètre AREVA (hors T&D)	2010		Adaptation du parcours de professionnalisation achats (sur deux ans au lieu d'un) avec proposition de nouvelles formations plus ciblées (Business Risk Model aux achats, Développement Durable aux achats, achats en pays SOC, etc.)	Poursuivre le parcours de professionnalisation achats avec proposition de nouvelles formations plus ciblées

Poursuivre le programme de labellisation des fournisseurs et l'adapter au nouveau périmètre AREVA.	2010		Nouvelle campagne de labellisation AREVA (remise des labels le 15 juin 2010)	Animer le panel des fournisseurs AREVA.
Renforcer l'efficacité du programme d'amélioration de la performance opérationnelle avec la mise en place d'un nouveau tableau de bord de la qualité et de la performance AREVA. Mettre en place la structure du standard méthodologique AREVA sur la période 2010-2011. Systématiser l'utilisation de la méthode <i>Design to Cost</i> sur l'ensemble des projets du groupe AREVA.	Récurrent		<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaboration et validation d'un plan d'actions pluriannuel en qualité et performance avec les business units (BU)</li> <li>Lancement de 3 actions transverses : <ul style="list-style-type: none"> <li>Voice of customer quality ;</li> <li>quality supplier management ;</li> <li>développement des compétences avec l'Université AREVA et création du « cook book » pour les outils standards.</li> </ul> </li> </ul>	Les actions 2011 viseront principalement à renforcer les fondamentaux en déployant sur le terrain plusieurs méthodes : 5S, management visuel de la performance et méthode de résolution de problèmes. Intensifier le rythme des formations en performance opérationnelle auprès des managers des BG et des BU et des managers de terrain.
<b>Satisfaction des clients</b>				
Poursuivre la mise en œuvre des actions de progrès issues de l'enquête clients de 2008. Poursuivre la démarche d'écoute des clients.	2010		Lancement en 2010 d'un travail d'écoute de proximité avec nos clients sur leur perception de la qualité des produits et services d'AREVA et son adéquation avec leurs attentes. Intégration des premiers retours dans notre collaboration au quotidien. Lancement d'un outil d'information de nos clients par la Direction marketing, les « Field Reports ». Décision d'intégrer dans les numéros des Field Reports les points de convergence entre AREVA et ses clients en matière de développement durable.	Renforcer le processus d'écoute des clients, notamment au travers d'une enquête de réputation d'AREVA et de questions sur leurs préoccupations en matière de développement durable.
<b>Implication sociale</b>				
Définir les objectifs de progrès en matière de sécurité au travail sur quatre ans.	2010		TF en 2010 : 2,03 soit 166 accidents avec arrêt Elaboration de la nouvelle politique santé/sécurité au travail	Déployer la nouvelle politique santé/sécurité. TF cible : 1,5 fin 2013.
Poursuivre le renforcement de notre maîtrise de la dosimétrie individuelle.	Récurrent		Renforcement de l'équipe en charge du suivi de la dosimétrie au sein de la Direction santé, sûreté, sécurité, environnement.	Confirmer notre capacité à limiter la dosimétrie individuelle du personnel à 20 mSv sur douze mois consécutifs.
La présentation en EXCOM de la politique santé-sécurité est prévue en 2010 avec des objectifs de progrès sur quatre ans. Une inspection de la santé et sécurité au travail est intégrée à l'inspection générale de la sûreté nucléaire. Un programme de revues et d'audits sera déployé sur les sites les plus contributifs.	2010		L'EXCOM a validé la politique santé-sécurité 108 revues environnementales ont été réalisées en 2010.	Renforcer les actions de sensibilisation à la sécurité au travail. Améliorer le partage d'expérience sur les événements sécurité. Accroître la communication pour renforcer la culture sécurité.
Déployer opérationnellement les observatoires de la santé au Gabon et au Niger et mettre en place l'ensemble des commissions prévues dans le cadre du protocole de fonctionnement signé en juin 2009. Poursuivre l'évaluation de l'extension des observatoires de la santé au Canada et au Kazakhstan.	2010		Observatoire de la santé opérationnel au Gabon depuis octobre 2010. Organes de gouvernance en place. Structure administrative en place. Consultations médicales postprofessionnelles en cours à Mounana. 4 réunions du groupe pluraliste à Paris en 2010.	Mise en place de l'observatoire de la santé au Niger (accord de méthode entre société civile, ministère des Mines et AREVA) Assemblée générale constitutive et Conseil d'administration au 1 <sup>er</sup> semestre 2011. Diffusion du 1 <sup>er</sup> rapport annuel du groupe pluraliste.
<b>Prévention et maîtrise des risques technologiques</b>				
Poursuivre le déploiement de la démarche « Facteurs organisationnels et humain » (FOH), en visant notamment l'amélioration de la prise en compte des FOH dans les projets. Mettre à jour la grille de caractérisation des événements sous l'angle des FOH.	Récurrent		Grille de caractérisation mise à jour. 9 BU ont un plan d'actions structuré au regard des enjeux de la BU.	Poursuivre le déploiement de la démarche FOH. Suivre la mise en place opérationnelle des guides développés depuis 2008 (accompagnement terrain).
Développer la participation des partenaires sociaux à la formation (organisation éventuelle de sessions spécifiques à l'adresse des membres de CHSCT).	2011		5 sessions organisées au cours de l'année dont certaines avec des membres des CHSCT.	Poursuivre les formations en intégrant les partenaires sociaux. Mieux intégrer les sous-traitants dans les analyses d'événements.
Réaliser ou réactualiser sur l'ensemble des sites à enjeux environnementaux significatifs (EES) une analyse des risques accidentels.	2011		76 % d'analyses de risques accidentels ont été actualisées au périmètre groupe en 2010.	Finaliser les analyses de risques accidentels et mettre en œuvre les plans d'action d'amélioration associés



Réaliser ou réactualiser sur l'ensemble des sites à enjeux environnementaux significatifs (EES) les études des risques sanitaires.	2011		77 % d'études de risques sanitaires ont été actualisées en 2010.	Finaliser les études de risques sanitaires et mettre en œuvre les plans d'action d'amélioration associés
Poursuivre la mise en place des plans de gestion définis et des surveillances de l'environnement sur les sites identifiés.	2010		Tous les plans d'action ont été mis en place.	Action soldée.
<b>Respect de l'environnement</b>				
Renforcer la sensibilisation des sous-traitants et des fournisseurs dans le domaine environnemental. Déployer le guide « AREVA EHS Masterway » reprenant les standards du groupe en matière d'environnement, de santé et de sécurité au travail.	2010		Réévaluation de l'état de nos installations en matière de sûreté, sécurité, santé et environnement (dit « 3SE ») réalisé en 2010 et pilotage des plans d'actions associés. Déploiement de l'EHS Masterway. Approche écoconception sur les nouveaux projets du groupe, y compris miniers. Prise en compte du règlement REACH.	Poursuite du pilotage des actions prioritaires 3SE. Elaboration d'un nouveau programme de politique environnementale 2012-2015. Intégration de l'EHS Masterway dans la démarche AREVA Way.
Poursuivre les revues environnementales et inclure dans le cadre de l'Inspection générale les thématiques environnementales.	Récurrent		108 revues environnementales réalisées en 2010 ainsi que 47 inspections, dont 16 de conformité environnementale.	Différencier le programme d'inspection du programme de missions d'assistance. Mettre en place un réseau de référents 3SE par BU.
Biodiversité : déployer un outil d'évaluation sur les sites et définir les plans d'actions.	Récurrent		Outil Excel disponible sur l'intranet de la Direction 3SE permettant de caractériser l'interdépendance des activités d'un site avec les écosystèmes et pistes d'actions proposées. Evaluation réalisée sur les principaux sites français (nucléaires, Seveso). Le BG Mines a développé une stratégie spécifique sur cette thématique. Plaquette élaborée à destination des collaborateurs du groupe pour mieux connaître la biodiversité et les enjeux qui lui sont associés.	Soutenir le BG Mines pour le déploiement de sa stratégie spécifique biodiversité (support de formation, procédures et standard). Poursuivre le recueil des bonnes pratiques identifiées dans le groupe en matière de protection de la biodiversité. Apporter un support aux sites pour le déploiement de plans d'actions biodiversité.
Poursuivre notre réduction des émissions directes de GES. Poursuivre les travaux d'identification et de mesure des émissions de « scope 2 » et « scope 3 ».	Récurrent		Mesure des émissions de « scope 2 » effective. Report des travaux d'identification des émissions de « scope 3 » liées aux transports de marchandises dans le cadre du programme CAP 2012	Poursuivre la réduction de nos émissions de GES (objectifs 2011 de réduction de 50% des émissions directes de GES par rapport à 2004 à périmètre d'activité constant) ainsi que le programme de compensation volontaire des émissions directes résiduelles
Mettre en place le procédé permettant d'éliminer les émissions de N <sub>2</sub> O sur le site de Comurhex Malvési.	2010		Les équipements permettant d'éradiquer le N <sub>2</sub> O sur le site de Comurhex Malvési sont installés depuis septembre 2010.	Action soldée
Ecoefficacité : poursuivre l'amélioration pluriannuelle, conformément à la politique environnement 2008-2011.	2011		Poursuite de la réduction de l'empreinte environnementale du groupe AREVA	Elaborer le nouveau programme de politique environnementale 2012-2015
Diffuser et déployer les guides et procédures sur la gestion des passifs, la réalisation de l'état initial des sols, et l'identification et la caractérisation des puits d'alimentation en eau potable.	Récurrent		Réalisation d'un état initial effectuée : nos sites à enjeux environnementaux significatifs (EES) disposent ou sont en cours d'obtention d'un diagnostic de l'état des sols et des eaux souterraines. Guide réalisé et diffusé sur le recensement des puits d'eau potable dans et autour de nos installations industrielles. Guide sur la gestion des passifs finalisé en version française, en cours de traduction pour diffusion.	Poursuivre la mise en place des plans de gestion pluriannuels définis et des surveillances de l'environnement sur les sites identifiés. Faire valider par les autorités le guide de gestion des terres impactées chimiquement et radiologiquement. Diffuser le guide « Gestion des passifs » en français et en anglais.

Participer aux évaluations préalables environnementales (due diligence, phase 1 environnementale), en lien avec l'équipe en charge des fusions-acquisitions.	Récurrent		Participation à l'évaluation des passifs environnementaux lors du rachat de parcelles. Suivi des problématiques environnementales dans les projets du BG Energies Renouvelables. Assistance aux sites dans la signature de protocoles d'accord sur les aspects environnementaux pour les terrains récemment acquis.	Apporter le support nécessaire à la Direction de la stratégie dans les opérations de <i>due diligence</i> .
Mettre à jour et optimiser des « zonages déchets » dans les installations. Étudier les possibilités de recyclage des déchets TFA au sein de la filière nucléaire.	Récurrent		La révision des études déchets des établissements nucléaires (INB et ICPE) implantés en France a été réalisée sur de nombreux établissements ; une attention particulière a été portée à leur optimisation.	Poursuivre l'optimisation de la sûreté des entreposages de déchets nucléaires, réduire leur volume et harmoniser les pratiques. Rédaction du guide de minimisation des impacts du démantèlement au travers de dispositions prises à la conception et lors de l'exploitation des INB.
<b>Innovation</b>				
Assurer l'intégration d'Ausra au sein du business group Énergies renouvelables.	2011		Ausra est devenu AREVA Solar, filiale à 100 % d'AREVA.	Assurer la phase de développement de l'activité, du mode start up au mode exécution. Mise en place d'une nouvelle organisation. Projet Kogan Creek démarré et déploiement et test de la V2
Assurer la phase d'association des sources de production « vertes » et des solutions de stockage pour lancer des offres commerciales à l'horizon 2011.	2012-2013		Prototypage de « green box » avec le projet MYRTE en cours de réalisation.	Tests de la solution et passage potentiel du mode prototype au mode industriel.
<b>Intégration dans les territoires</b>				
Poursuivre l'identification et le développement de projets (y compris Bure et projets « handicap »).	Récurrent		Le Comité d'engagement a approuvé 16 dossiers relatifs aux zones d'implantation du groupe en France.	Continuer les actions de soutien financier auprès d'entreprises présentant des plans de développement dans les zones d'implantation du groupe en France permettant de favoriser la création d'emplois.
Poursuivre l'accompagnement du business group Mines dans le cadre de sa politique de développement économique sur ses lieux d'implantation.	Récurrent		Le développement de Sinergi* se confirme. Mise en œuvre de nouveaux moyens financiers par une augmentation de capital.  * Société de capital-risque créée avec des partenaires français et locaux nigériens.	Continuer l'action de support du business group Mines via Sinergi, apporter un appui méthodologique.
Poursuivre en interne des actions de sensibilisation sur les programmes Sidaction et Secours populaire. Poursuivre le déploiement des « Rendez-vous bénévoles ». Diffuser en interne le retour d'expérience des missions de solidarité 2009.	Récurrent		Réalisation d'un appel à projets auprès des salariés en France : 50 projets reçus, 10 projets soutenus par la Fondation AREVA sur le thème du partage des savoirs. Réalisation des 2 collectes Sidaction et Secours populaire auprès des salariés. Poursuite des actions de bénévolat de compétences (congés solidaires 2010) : les missions de solidarité réalisées par des salariés AREVA ont été conduites en Afrique et en Inde.	Identifier de nouveaux projets dans les 2 domaines d'action de la Fondation AREVA : la santé et le partage des savoirs. Établir des partenariats pluriannuels avec des ONG sur ces 2 axes. Renforcer les projets d'actions de solidarité portés par les collaborateurs.

Augmenter le nombre de rencontres avec les ONG afin d'identifier de nouveaux projets. Poursuivre la sensibilisation interne concernant les activités de la Fondation et du mécénat.	Récurent		La Fondation AREVA a permis le déploiement de 35 projets dans près de 15 pays, dont 17 projets portés par les salariés : des réalisations concrètes dans les pays où AREVA exerce ses activités. Mise en ligne régulière sur les sites intranet et Internet AREVA d'informations sur les projets soutenus par la Fondation.	Développer l'information interne et externe sur les projets soutenus par la Fondation AREVA : <ul style="list-style-type: none"> <li>• création d'un compte rendu d'activités ;</li> <li>• renforcement des relations avec les réseaux spécialisés en mécénat pour faire connaître les engagements AREVA ;</li> </ul> réalisation de nouveaux supports en ligne (vidéos, dossiers) pour valoriser les actions.
<b>Dialogue et concertation</b>				
Réaliser de 6 à 8 exercices de cartographie en 2010, y compris les reports 2009.	2010		3 cartographies ont été réalisées (dont 2 sites T&D), portant à 44 le nombre de cartographies réalisées depuis 2004.	Capitaliser les retours d'expériences des sites à l'occasion d'un atelier d'échanges sur les parties prenantes et faire l'inventaire des bonnes pratiques locales/régionales des sites. Faire évoluer nos outils de dialogue. Réaliser de 6 à 8 exercices de cartographie.
Poursuivre la mise en œuvre des plans d'actions suite aux exercices de cartographie.	Récurent		33 % des sites ayant fait une cartographie (entre 2004 et 2010) ont renouvelé leurs plans d'actions.	Poursuivre la mise en œuvre des plans d'actions suite aux exercices de cartographie.
Réaliser en 2010 une 4 <sup>e</sup> « Stakeholders' Session Group » (panel) avec nos parties prenantes. Examiner la possibilité d'organiser une 2 <sup>e</sup> session aux Etats-Unis fin 2010.	2010		Une 4 <sup>e</sup> session de concertation avec les parties prenantes externes (SHS4) a été organisée en mai 2010, rassemblant une quinzaine de parties prenantes dont 7 parties prenantes étaient en provenance des Etats-Unis, de l'Europe (hors France), de l'Inde et de la Chine. Une concertation aux Etats-Unis intitulée « AREVA: Stakeholder Dialogue Achieving a Low-Carbon Energy Future » a été organisée en octobre 2010 par AREVA Inc. sous l'égide de BSR (Business for Social Responsibility) et a rassemblé 8 parties prenantes externes..	Réaliser en 2011-2012 : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 ou 2 concertations intermédiaires sur des thématiques différentes ;</li> <li>• une 5<sup>e</sup> concertation de parties prenantes externes au niveau groupe (SHS5) ;</li> <li>• 1 ou 2 concertations régionales (aux Etats-Unis et en Afrique).</li> </ul>
<b>Progrès continu</b>				
Maintenir le taux de réalisation des autoévaluations. Réaliser une autoévaluation dans tous les sites du business group Énergies renouvelables. Faire passer de 10 % à 12 % le nombre de personnes participant directement aux exercices d'autoévaluation.	Récurent		85% des entités se sont évaluées en 2010. La participation moyenne a été de 10,5%.	2011 : évaluer en priorité les axes et critères AREVA Way correspondant aux enjeux stratégiques actuels de chaque entité et de chaque BU, et regrouper les différents diagnostics entre avril et juin 2011.
Terminer le benchmark (mars 2010) et en tirer les enseignements pour le business group Mines. Formaliser et étendre ce processus de benchmark au groupe.	2010		Suite au benchmark interne réalisé sur les bonnes pratiques identifiées à partir des autoévaluations AREVA Way, le BG Mines a pu mettre en œuvre des actions de progrès et responsabiliser les porteurs de ces actions dès le milieu de 2010.	Étendre le principe du benchmark pour le bénéfice d'autres BU et à l'extérieur du groupe.

<p>Mettre en place l'organisation et mettre en œuvre les actions de révision du processus complet, c'est-à-dire de révision du référentiel avec la participation des entités fonctionnelles et des entités opérationnelles, en vue d'une nouvelle version en 2011.</p>	<p>2011-2012</p>		<p>L'optimisation des programmes du groupe (AREVA Way, Business Risk Model, Self Audit Income...) a été lancée mi-2010 pour alléger et regrouper les processus de diagnostics des entités. Les correspondants BU ont participé à ce lancement.</p>	<p>Avec l'objectif de leur mise en œuvre en 2012 sous la bannière unique AREVA Way, revoir l'ensemble des diagnostics sur les processus du groupe pour les restructurer (enlever les doublons, simplifier le questionnement, regrouper les critères...)</p>
<p>Poursuivre le développement du réseau et adapter les profils de compétences à la dynamique de croissance industrielle du groupe.</p>	<p>2010</p>		<p>Un dispositif de formation est en place pour accompagner le développement des compétences.</p>	<p>Action soldée.</p>
<p>Poursuivre les actions de support et de formation de l'équipe en charge au niveau du groupe (Operational Performance Leaders) et de la filière « qualité-performance ». Faire plus de retours d'expérience à travers le réseau de correspondants « qualité-performance » mis en place dans chaque business unit. Former l'ensemble de ce réseau à l'utilisation des standards du groupe rassemblés au sein du « cook book »</p>	<p>2011</p>		<p>Le « cook book » rassemblant l'ensemble des standards à utiliser en matière de qualité et de performance au sein du groupe est disponible sur l'intranet.</p>	<p>Stimuler le partage et le retour d'expérience et déployer les standards en s'appuyant sur le « cook book » et les compétences des équipes de la Direction qualité et performance.</p>
<p>Concevoir une architecture transverse AREVA du système de management au plus haut niveau et poursuivre la politique de tricertification - systèmes de managements intégrés - au niveau des business units.</p>	<p>2012</p>		<p>En 2010, le nombre de sites couverts par un certificat a sensiblement augmenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ISO 9001 : +11 ;</li> <li>• ISO 14001 : + 37 ;</li> <li>• OHSAS 18001 : +9.</li> </ul> <p>L'intégration des systèmes se traduit par 26 tricertificats (19 en 2009) pour 85 sites couverts (66 en 2009).</p>	<p>Développer l'intégration des systèmes de management et les faire certifier en fonction des exigences clients ou réglementaires.</p>

## Module: Introduction

### Page: Introduction

#### 0.1

##### Introduction

Please give a general description and introduction to your organization

AREVA is a business corporation with an Executive Board and a Supervisory Board established under French laws and headquartered in Paris, France. The majority of AREVA's customers are large electricity utilities, some public entities and other industrial corporations. AREVA supplies its customers worldwide with solutions for power generation with less carbon. Its expertise and unwavering insistence on safety, security, transparency and ethics are setting the standard and its responsible development is anchored in a process of continuous improvement.

Ranked first in the global nuclear power industry, AREVA's unique integrated offering to utilities covers every stage of the fuel cycle, nuclear reactor design and construction, and related services. The Group is also expanding in renewable energies- wind, solar, bio-energies, hydrogen and storage - to be one of the top three in this sector worldwide in 2012.

With these two major offers, AREVA's 48,000 employees are helping to supply ever safer, cleaner and more economical energy to the greatest number of people.

The Group's operations are conducted through five Business Groups: Mining, Front end, Reactors and Services, Back end, Renewable Energies.

For the year 2010, data provided or activities and actions described in the present report do not include those of our Transmission and Distribution business, which was disposed of in June 2010.

The present report encompasses all AREVA's activities worldwide.

#### 0.2

##### Reporting Year

Please state the start and end date of the year for which you are reporting data.

The current reporting year is the latest/most recent 12-month period for which data is reported. Enter the dates of this year first.

We request data for more than one reporting period for some emission accounting questions. Please provide data for the three years prior to the current reporting year if you have not provided this information before, or if this is the first time you have answered a CDP information request. (This does not apply if you have been offered and

selected the option of answering the shorter questionnaire). If you are going to provide additional years of data, please give the dates of those reporting periods here. Work backwards from the most recent reporting year. Please enter dates in following format: day(DD)/month(MM)/year(YYYY) (i.e. 31/01/2001).

Enter Periods that will be disclosed									
Fri	01	Jan	2010	-	Fri	31	Dec	2010	

---

0.3

**Country list configuration**

Please select the countries for which you will be supplying data. This selection will be carried forward to assist you in completing your response

Select country
France

---

0.4

**Currency selection**

Please select the currency in which you would like to submit your response. All financial information contained in the response should be in this currency.

EUR(€)

---

0.5

**Please select if you wish to complete a shorter information request**

---

**0.6****Modules**

As part of the Investor CDP information request, electric utilities, companies with electric utility activities or assets, companies in the automobile or auto component manufacture sectors and companies in the oil and gas industry should complete supplementary questions in addition to the main questionnaire.

If you are in these sectors (according to the Global Industry Classification Standard (GICS)), the corresponding sector modules will be marked as default options to your information request. If you want to query your classification, please email [respond@cdproject.net](mailto:respond@cdproject.net).

If you have not been presented with a sector module that you consider would be appropriate for your company to answer, please select the module below. If you wish to view the questions first, please see <https://www.cdproject.net/en-US/Programmes/Pages/More-questionnaires.aspx>.

***Module: Management [Investor]*****Page: 1. Governance**

---

**1.1****Where is the highest level of direct responsibility for climate change within your company?**

Individual/Sub-set of the Board or other committee appointed by the Board

---

**1.1a****Please identify the position of the individual or name of the committee with this responsibility**

The Executive Committee takes overall responsibility for climate change.

The overall climate change strategy and implementation measures are jointly defined and monitored between several Senior Officers, all of them either being a member of the Executive Committee, or reporting directly to the CEO: the Sustainable Development Senior VP, the Safety, Security, Health and Environment Senior VP, the CFO, the Strategy Senior VP, the Purchase Department Senior VP, and the Senior Executive VP of the Renewable Energies Business Group. They, or their designated representatives, meet twice a year as the "Group's carbon committee" convened by the Senior VP Sustainable Development and Continuous Improvement.

At the operations level, the Sustainable Development and Continuous Improvement Department and the Safety, Security, Health and Environment Department, are in charge of coordinating, deploying, and reporting on the Group's Climate Change Policy.

1.2

Do you provide incentives for the management of climate change issues, including the attainment of targets?

Yes

1.2a

Please complete the table

Who is entitled to benefit from these incentives?	The type of incentives	Incentivised performance indicator
Corporate executive team	Recognition (non-monetary)	Meeting emission reduction targets
Executive officer	Recognition (non-monetary)	Meeting emission reduction targets
Business unit managers	Recognition (non-monetary)	Meeting emission reduction targets
Environment/sustainability managers	Recognition (non-monetary)	Meeting emission reduction targets
Facility managers	Recognition (non-monetary)	Meeting emission reduction targets
Process operation managers	Recognition (non-monetary)	Meeting emission reduction targets



**Please select the option that best describes your risk management procedures with regard to climate change risks and opportunities**

Integrated into multi-disciplinary company wide risk management processes

**2.1a****Please provide further details (see guidance)**

All Business Units of the AREVA Group perform risk analysis on a regular basis, including regulatory, physical and financial risks and constantly improve those studies, reviewing the assumptions, so as to take into account any new risk. At the corporate level (Safety, Security, Health and Environment Department), the "Strategic Analysis" (SWOT identification for Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats) conducted each year for environmental issues includes energy issues and Green House Gases ("GHG") emissions. It scans transversal priority environmental issues for the year, identifies strengths and weaknesses, emerging threats and opportunities, and their evolution within the Business Units. Yearly internal goals and objectives for the environmental corporate specialists are derived directly from this SWOT analysis. This analysis has been conducted last year (2010) in order to :

- define whether our environmental policy with targets for GHG emissions reductions and energy consumption is adapted to our risks and opportunities
- elaborate the dashboard of the yearly objectives which represent the synthesis of multi-annual progress goals in accordance with the policy and strategic priorities
- define thematic objectives which are prioritized by the Business Units to direct and deploy actions on these objectives.

All the information is validated by AREVA's Environment Committee which also monitors the progress of actions. In addition, a program was implemented to monetize the impact on the environment, for example the economical quantification of the energy and water saved through efficiency programs.

**2.2****Is climate change integrated into your business strategy?**

Yes

**2.2a****Please describe the process and outcomes (see guidance)**

Risk management and reports on GHG emissions and energy consumption form part of the mainstream reviews and reporting system of the Group. All Business Units, in coordination with the Safety, Security, Health and Environment Department and the Sustainable Development and Continuous Improvement Department, submit periodical reports (at least twice a year) to the Executive Committee; such reports include indicators on GHG emissions. We believe that energy supply and demand, associated with climate change and carbon management issues continue to be a high priority on the international agenda and a strong driver for action for responsible actors. AREVA's customers belong to this category and we believe that market opportunities will grow as new energy systems as well as new strategies and behaviours emerge as a response to climate change. Our approach gives priority to the continuous improvement of our existing products and services through contact with our customers, while investing in future technologies. Our objective is to strengthen our position as number 1 in nuclear energy.

Our nuclear offer is completed by our offer in Renewable energies, consistent with the Group's strategy of offering customers a wide range of solutions for power generation with less carbon. Our Renewable Energies Business Group has four product lines: wind energy, biomass, hydrogen and storage, and solar energy (CSP technology, "concentrated solar power") with the acquisition of U.S.-based company Ausra in 2010.

---

2.2b

Please explain why not

---

2.3

**Do you engage with policy makers to encourage further action on mitigation and/or adaptation?**

Yes

---

2.3a

**Please explain (i) the engagement process and (ii) actions you are advocating**

We maintain a frequent interaction with policymakers dealing with possible responses to climate change including taxation, regulation and carbon trading. AREVA participates in many forums, at the national, regional, or international levels, where climate change issues and the potential responses are discussed. In particular, AREVA is a member – both at national and international levels - of several Business and Industry or multi-stakeholder associations and organizations (for example the French MEDEF, the WBCSD, the UN Global Compact, the ICC, the WEC, the WNA) having an interest in engaging dialogue with policymakers and other actors of society on the issue of energy and climate change. In a variety of contexts and formats, we engage in dialogues, consultations, and discussions either separately or through the working groups which we are a member of.

Amongst the messages that we advocate are the need to maintain all energy options open, the need to have a price for carbon and a sound and robust carbon market, and the need to factor all externalities, in terms of cost and impact, when comparing energy solutions.

---

**Page: 3. Targets and Initiatives**

---

3.1

Did you have an emissions reduction target that was active (ongoing or reached completion) in the reporting year?

Absolute and intensity targets

### 3.1a

Please provide details of your absolute target

ID	Scope	% of emissions in scope	% reduction from base year	Base year	Base year emissions (metric tonnes CO2e)	Target year	Comment
A-01	Scope 1	24%	100%	2009	178653	2011	At COMURHEX Malvesi site, it has been decided to completely eradicate emissions of nitrous oxide (N2O). To achieve this goal new equipment has been purchased and installed at the end of 2010.

### 3.1b

Please provide details of your intensity target

ID	Scope	% of emissions in scope	% reduction from base year	Metric	Base year	Base year emissions (metric tonnes CO2e)	Target year	Comment
I-01	Scope 1	100%	50%	metric tonnes CO2e per unit revenue	2004	1072313	2011	Metric tons CO2-e reduction taking into consideration a constant turnover. Applies to all facilities (target on global Areva direct emissions).

## 3.1c

Please also indicate what change in absolute emissions this intensity target reflects

ID	Direction of change anticipated in absolute Scope 1+2 emissions at target completion?	% change anticipated in absolute Scope 1+2 emissions	Direction of change anticipated in absolute Scope 3 emissions at target completion?	% change anticipated in absolute Scope 3 emissions	Comments
I-01	Decrease	50%			The 50% decrease only concerns Scope 1. For the moment there are no targets related to Scope 2.

## 3.1d

Please provide details on your progress against this target made in the reporting year

ID	% complete (time)	% complete (emissions)	Comment
A-01	50%	0%	The commissioning of the dedicated equipment (investment of 3,5 M€) has been delayed to the fourth quarter of 2010, which delay has resulted in a close to zero progress on the absolute target for the reporting year.
I-01	86%	100%	The minus 50% target from the base year has been met in 2010 for the second year in a row. A new target is being defined for the year 2012 and beyond.

## 3.1e

Please explain (i) why not; and (ii) forecast how your emissions will change over the next five years

### 3.2

**Does the use of your goods and/or services directly enable GHG emissions to be avoided by a third party?**

Yes

#### 3.2a

**Please provide details (see guidance)**

AREVA offers low carbon products and technologies to its customers, thus helping them avoid or reduce their own emissions. To further consolidate its commitment to low carbon power generation, AREVA is working on its own estimates for the environmental footprint (including GHG emissions) of its main technology solutions (the nuclear fuel cycle, offshore wind, biomass, concentrated solar power) through a life cycle analysis (LCA) detailing each environmental footprint.

A/ Nuclear power plants and associated nuclear fuel services: the AREVA Group is the world's leading supplier of the nuclear industry and the only company to cover all industrial activities in this field (except the power generation itself). Comparing energy production sources shows that the GHG emissions of nuclear power plants are the lowest varying between 6 and 29 g CO<sub>2</sub>/kWh depending on the enrichment method. As a global illustration, in Europe, emissions avoided through nuclear generated electricity are approximately equivalent to the total emissions of the European automobile fleet.

B/ Bio-energy is considered carbon neutral by US Federal and state environmental agencies, subject to sustainable management of wood resources. The renewable energy power plants engineered and supplied by the Renewable Energy Business Unit provide significant GHG emissions savings to their owners, when compared to carbon intensive energy sources. As indicative information only and using the countries grid carbon factor as baseline, we estimate that the plants installed worldwide by our Renewable Energy Business Group save more than 3 millions tCO<sub>2</sub>e per year. In addition, projects located in developing countries can generate CERs or VERs for their owners either under the Clean Development Mechanism (CDM) process or for voluntary offsetting schemes:

- \_ On average, 50000 CER/year for a 10 MWe capacity biomass power plants in India
- \_ On average, 30000 CER/year for a 10 MWe capacity biomass power plants in Thailand
- \_ On average, 30000 CER/year for a 50 MWe capacity biomass power plants in Brazil

Projects located in developed countries can also generate carbon credits under Joint Implementation (JI).

For instance, offshore wind turbines installed in developed countries may generate ERUs under the JI, provided that projects are approved by the host government.

However projects are assessed on a case-by-case basis. In all cases, the methodologies used to calculate the GHG emission savings from renewable energy projects are approved CDM methodologies, available on the UNFCCC website (<http://cdm.unfccc.int/index.html>)

C/ Wind Power and solar power plants proposed by AREVA are two additional low CO<sub>2</sub> energy solutions, helping utilities and other power generators to reduce their emissions.

As an example, our solar CSP "booster" projects can augment generation at existing coal-fired plants to increase output while reducing emissions. Australian utility CS Energy recently selected AREVA's technology to build a 44-MW power augmentation project at its Kogan Creek coal-fired power station. Upon completion in 2013, our solar steam generators will help avoid 35,600 tons of GHG emissions annually for this project.

## 3.3

Did you have emissions reduction initiatives that were active within the reporting year (this can include those in the planning and/or implementation phases)

Yes

## 3.3a

Please provide details in the table below

Activity type	Description of activity	Annual monetary savings (unit currency)	Investment required (unit currency)	Payback period
Process emissions reductions	On COMURHEX Malvesi site, it has been decided to completely eradicate emissions of nitrous oxide (N <sub>2</sub> O). To achieve this goal new equipment has been purchased and installed at the end of 2010.	2000000	3500000	1-3 years
Energy efficiency: processes	Variable speed drives have been installed primarily on supply and exhaust fans to regulate air flow.		5000	1-3 years
Energy efficiency: processes	Heat recovery. At Richland site from the ceramics furnace room.	17000		<1 year
Energy efficiency: building services	Replacement of lighting.	22000	200000	1-3 years
Energy efficiency: building services	Replacement of lighting.	70000	140000	1-3 years

## 3.3b

What methods do you use to drive investment in emissions reduction activities?

Method	Comment
Compliance with regulatory requirements/standards	One installation covered by EU-ETS.
Dedicated budget for energy efficiency	
Dedicated budget for low carbon product R&D	
Dedicated budget for other emission reduction activities	
Employee engagement	
Internal price of carbon	
Other	Direct internal allocation of offsetting costs: AREVA is engaged in voluntary offsetting scheme for 100% of its direct emissions. This involves purchasing every year an equivalent amount of VERs from projects in developing countries. The cost of such purchases is allocated to all Business Units prorata their direct emissions for the year.

## 3.3c

If you do not have any emissions reduction initiatives, please explain why not

## Page: 4. Communication

## 4.1

Have you published information about your company's response to climate change and GHG emissions performance for this reporting year in other places than in your CDP response? If so, please attach the publication(s)

Publication	Page/Section Reference	Identify the attachment
In annual reports (complete)	361 / Appendix 3	AREVA_Reference_document_2010.pdf
In annual reports (underway) – previous year attached	16 / Financial highlights, 96-102 / Reporting methodology, 105 / Deployment of our sustainable development initiative	AREVA_Responsible_growth_report_2009.pdf
In voluntary communications (underway) – previous year attached	14-16 / Environnement, 26 / CDP	AREVA_COP_2009.pdf

#### Attachments

[https://www.cdproject.net/Sites/2011/21/921/Investor CDP 2011/Shared Documents/Attachments/InvestorCDP2011/4.Communication/AREVA\\_Responsible\\_growth\\_report\\_2009.pdf](https://www.cdproject.net/Sites/2011/21/921/Investor%20CDP%202011/Shared%20Documents/Attachments/InvestorCDP2011/4.Communication/AREVA_Responsible_growth_report_2009.pdf)

[https://www.cdproject.net/Sites/2011/21/921/Investor CDP 2011/Shared Documents/Attachments/InvestorCDP2011/4.Communication/AREVA\\_COP\\_2009.pdf](https://www.cdproject.net/Sites/2011/21/921/Investor%20CDP%202011/Shared%20Documents/Attachments/InvestorCDP2011/4.Communication/AREVA_COP_2009.pdf)

[https://www.cdproject.net/Sites/2011/21/921/Investor CDP 2011/Shared Documents/Attachments/InvestorCDP2011/4.Communication/AREVA\\_Reference\\_document\\_2010.pdf](https://www.cdproject.net/Sites/2011/21/921/Investor%20CDP%202011/Shared%20Documents/Attachments/InvestorCDP2011/4.Communication/AREVA_Reference_document_2010.pdf)

[https://www.cdproject.net/Sites/2011/21/921/Investor CDP 2011/Shared Documents/Attachments/InvestorCDP2011/4.Communication/AREVA\\_Reference\\_document\\_2010.pdf](https://www.cdproject.net/Sites/2011/21/921/Investor%20CDP%202011/Shared%20Documents/Attachments/InvestorCDP2011/4.Communication/AREVA_Reference_document_2010.pdf)

[https://www.cdproject.net/Sites/2011/21/921/Investor CDP 2011/Shared Documents/Attachments/InvestorCDP2011/4.Communication/AREVA\\_Reference\\_document\\_2010.pdf](https://www.cdproject.net/Sites/2011/21/921/Investor%20CDP%202011/Shared%20Documents/Attachments/InvestorCDP2011/4.Communication/AREVA_Reference_document_2010.pdf)

## Module: Risks and Opportunities [Investor]

### Page: 5. Climate Change Risks

#### 5.1

**Have you identified any climate change risks (current or future) that have potential to generate a substantive change in your business operations, revenue or expenditure? Tick all that apply**

Risks driven by changes in regulation

Risks driven by changes in physical climate parameters

#### 5.1a



## Please describe your risks driven by changes in regulation

ID	Risk driver	Description	Potential impact	Timeframe	Direct/ Indirect	Likelihood	Magnitude of impact
	International agreements		Increased operational cost	1-5 years	Direct	More likely than not	Low-medium
	Carbon taxes		Increased operational cost	1-5 years	Direct	More likely than not	Low-medium
	Cap and trade schemes		Increased operational cost	1-5 years	Direct	More likely than not	Low-medium
	Cap and trade schemes		Increased capital cost	1-5 years	Direct	More likely than not	Low-medium
	Uncertainty surrounding new regulation		Increased capital cost	1-5 years	Direct	More likely than not	Low-medium
	General environmental regulations, including planning		Increased capital cost	1-5 years	Direct	More likely than not	Low-medium

## 5.1b

**Please describe (i) the potential financial implications of the risk before taking action; (ii) the methods you are using to manage this risk; and (iii) the costs associated with these actions**

When addressing risks associated to climate change, i.e. all risks listed in Q5.1a, we distinguish two main types of potentially impacted activities: our own industrial operations and the activities of our customers, mostly power utilities.

Then, the nature of the risk to be assessed can be multiple: physical, regulatory or administrative (including trading schemes, emissions quotas, taxation, and other fiscal or regulatory instruments).

AREVA's own operations could in the future be affected by more regulatory constraints attached to carbon management, although not in a significant manner, based on current assumptions, given the nature and the size of our industrial facilities and their emissions. Activities in the nuclear fuel cycle emit very few GHGs and the full life cycle emissions associated to nuclear power generation are very low. Nevertheless, we believe that both existing and potential regulatory requirements deserve a close and constant monitoring.

AREVA complies with the rules and regulations where and when they exist, and we follow very actively the development of the international negotiations on climate

change, and their potential impacts, internationally as well as nationally (such as, for example, the discussions linked to the “Grenelle de l'Environnement” in France). Some of AREVA's European industrial facilities are currently and potentially in the future subject to the EU Emissions Trading Scheme (ETS). In the 1st trading period AREVA was subject to the ETS for 2 sites (combustion units in France) the emissions of which never exceeded the allocated quotas. In the 2nd trading period that started in January 2008, one only of AREVA's industrial sites is subject to the EU ETS: the La Hague plant in France.

We anticipate that there will be new measures associated with the 3rd trading period (from 2013). The new regulatory measures that could impact AREVA's own facilities are mainly the following:

- the modifications of the scope of the EU directive, which could modify the present perimeter of our facilities impacted by the EU ETS,
- the integration of other GHGs in the European trading scheme (SF6, N2O): this has been anticipated as we currently implement an emissions reduction plan for these gases too.

Regarding our customers the level of emissions reductions that would be imposed on electricity utilities either under the next period of the EU Emissions Trading System (ETS) or under any other scheme, in or outside Europe, would impact their carbon management and potentially the evolution of their energy mix. AREVA's commercial offer can greatly contribute to initiatives and investments aimed at “decarbonising” the energy mix.

A new international agreement on climate change (i.e. as a result of the current UNFCCC-led negotiation) could also impact AREVA worldwide as we have manufacturing facilities in several countries. International carbon taxes (or any regulation that internalizes the cost of greenhouse gases emissions in the form of a tax) could also impact AREVA's business.

In countries where AREVA has mining activities, for which large quantities of fossil fuel are required, we pay special attention to the existence or emergence of carbon-related legislations. One key challenge for the next years is that our mining activities will strongly increase with important consequences on our energy consumption and GHG emissions. Low carbon energy supply solutions are therefore systematically evaluated.

Regulatory air pollution limits could also impact the way we use energy or control our emissions. For example, the BREF (Best References) concerning energy efficiency linked to the IPPC (Integrated Pollution Prevention and Control) directive is dealing with some technologies that are considered as best available technologies for energy efficiency. Regulations or standards that require specific efficiency in the production or commercialization of a given product could also impact AREVA.

Regulatory risks are included in the risk analysis performed by the different units of the AREVA Group. More specifically, the regulatory constraints associated with climate change are also analyzed by a group of in-house experts (Environment, Strategy, Finance departments, Sustainable Development and Continuous Improvement department, Renewable Energy Business Group). We also seek to collaborate in a constructive manner and at an early stage with decision-makers on these issues, and have numerous opportunities and channels to do so.

New regulatory measures can lead to new financial constraints. In the case of AREVA, those measures that could impact our business are the following:

- o For our own facilities in Europe: in case of an international agreement (UNFCCC) , the reduction objective of the EU package on climate and energy could become 30% and could impact AREVA for its factories affected by the EU ETS; Similarly, the modifications of the scope of the EU directive (inclusion of major chemical installations and additional gases such as N2O for the emissions trading period after 2012, exclusion of the combustion plants of less than 35 MW) could also modify the present perimeter of our factories impacted by the EU ETS. The integration of other GHGs in the European trading scheme (SF6, N2O) has been anticipated as we currently implement an emissions reduction plan for these gases too. It is worth noting the eradication of N2O emissions in one of our major facilities is already being implemented.
- o For our customers (electricity utilities) and their power plants in Europe: emissions to be cut to 21% below 2005 levels by 2020 by granting fewer emission allowances under the EU Emissions Trading System (ETS). This could lead to increasing the share of nuclear power and /or renewable energies in their respective European energy mix and be an opportunity for AREVA;
- o For our customers in countries such as US, India or China: an international agreement could also lead to an evolution in their respective energy mix, and thus also represent an opportunity for AREVA.

We do not anticipate paying any penalties for regulatory non-compliance.

Note: as a general principle, we consider that potential financial implications related to climate change are an element of a commercial nature, and therefore we do not wish to include more details or figures in our response to this specific question.

Please describe your risks that are driven by change in physical climate parameters

ID	Risk driver	Description	Potential impact	Timeframe	Direct/ Indirect	Likelihood	Magnitude of impact
	Change in mean (average) temperature		Increased operational cost	Current	Direct	More likely than not	Medium
	Change in mean (average) temperature		Increased operational cost	Current	Indirect (Supply chain)	More likely than not	Medium
	Change in temperature extremes		Increased operational cost	Current	Direct	More likely than not	Medium
	Change in temperature extremes		Increased operational cost	Current	Indirect (Supply chain)	More likely than not	Medium
	Change in mean (average) precipitation		Increased operational cost	Current	Direct	More likely than not	Medium
	Change in mean (average) precipitation		Increased operational cost	Current	Indirect (Supply chain)	More likely than not	Medium
	Change in precipitation pattern		Increased operational cost	Current	Direct	More likely than not	Medium
	Change in precipitation pattern		Increased operational cost	Current	Indirect (Supply chain)	More likely than not	Medium
	Change in precipitation extremes and droughts		Increased operational cost	Current	Direct	More likely than not	Medium
	Change in precipitation extremes and droughts		Increased operational cost	Current	Indirect (Supply chain)	More likely than not	Medium

5.1d

**Please describe (i) the potential financial implications of the risk before taking action; (ii) the methods you are using to manage this risk; and (iii) the costs associated with these actions**

In light of all the risks listed in Q5.1c, the main issues to be addressed by the energy sector as a whole relates to water management, extreme weather events, health of workers and populations, and the preservation of biodiversity.

The basic principles applied to assess our exposure to physical risks resulting from climate change are directly derived from the safety and security analysis that our industry systematically performs and improves. The assumptions are permanently reviewed to take into account any new physical risk or event. In accordance with applicable standards and regulations, the nuclear and high risk facilities (SEVESO plants) of the Group are designed to withstand a very large range of adverse circumstances, including extreme weather events. The risk is taken into consideration in the design of the facilities based on local conditions with significant margins. Those safety analyses are periodically reviewed to take into consideration changes in regulation and hypothesis used in the design and in particular on extreme weather events. For other facilities, regarding the risk of flood and because of the location and kinetic phenomena, large sites (according to their vulnerability) already have a warning system and procedures in place. For other weather events like strong winds and extreme precipitations, advanced analysis are at a refinement stage and will be fed into the design and or operating parameters of our installations. For the better assessment and integration of extreme weather conditions, we have called upon third party expertise to validate the potential issues and our responses and priorities in the light of the climate change expected by the end of the century.

We also use data from insurers and reinsurers worldwide, to benefit from their watch on climate risks (zoning, dedicated Geospatial Systems). The different units of the AREVA Group perform risk analysis and constantly improve those studies. To this end, the Group has drawn up a business risk model (BRM) to be used by its Business Units. Working from a defined number of typical risks or families of risk (BRM risk), the model indexes all of the foreseeable or unexpected situations or events that could have an impact on employee safety, on the environment, on the financial performance of the Business Unit, the subsidiary or the Group, and on its corporate reputation. The BRM is enhanced based on best practices and lessons learned. Using the BRM as a starting point, each Business Unit establishes an operational risk map that graphically illustrates the seriousness of its risks and its degree of management at any given period. The risk map defines criteria for implementing appropriate action plans.

The financial implications are linked to the various above-mentioned studies. Moreover, the eco-efficiency actions (such as cooling loops), at certain sites of our Zirconium activity and at other sites like COMURHEX Malvesi or our mines (cooling towers) require financial investments. Water management can also lead to modifying the design of our installations, and hence necessitate investments.

Temperature and water supply: AREVA's own activities can be affected, like many other industrial activities, by a severe drought and the resulting shortage in water supply.

Temperature increases also represent an important factor to be monitored for the liquid emissions of our plants. Physical climate change parameters are also important for operating a nuclear power plant and are therefore carefully reviewed and mitigated at the reactor conception and design stage. Permanent consultation takes place on these parameters with our power utilities customers.

As far as our water forecast and management is concerned in France, there exists an "observatory" covering France and its data is available from the French Environment Ministry. It provides AREVA with its needed vigilance information via the internet. Regarding the operational management of water resources, eco-efficiency actions (cooling loops) and reduction of releases as low as reasonably achievable are the preferred solutions and have been the subject of a particular attention in recent years. For example, certain sites of our Zirconium activity have already installed cooling loops; more similar investments are planned.

Water management is also a permanent and top priority for our development projects in the front-end activities of the fuel cycle (mining operations in particular). As an illustration of the attention paid to water management, AREVA has invested more than US\$200 million in a desalination plant in Namibia (association with a Namibian partner (United Africa Group) who now owns half of the desalination plant). As a result no water will be pumped from the Namibian aquifer to operate the AREVA Trekkopje mine. Natural freshwater is scarce in Namibia and the desalination plant will also increase access to water for neighboring populations and other mines in the region (the desalination plant will produce more water than actually needed by the Trekkopje mine).

Workers and population: of a different nature, and potentially very important to us, is the vulnerability of local communities to the impacts of climate change. A significant part of our workforce, as well as sub-contractors, originate from these communities. We therefore need to understand and anticipate the possible impacts (e.g. relative to health, mobility, food supply, education) and remedies to ensure a stable continuation of our activities. Such risk varies of course from one geographical region to the other. We believe in particular that some geographical areas of Africa could potentially be more at risk if severe climate change-related events occur. Recent severe climate events in the United States have also demonstrated the vulnerability of highly developed countries where the Group also has operations.

In case of impacts on our workforce (health, living and working conditions, transportation, etc...), especially at mining sites where employees come from local communities, measures to mitigate those impacts could be significant.

Biodiversity: climate change is one of the biodiversity erosion mechanisms: it has an impact on the distribution, migration or survival of species (fauna and flora), particularly the difficulties of adaptation to high temperature and desynchronization of the food chain caused by the early seasons.

Biodiversity protection is one of the challenges for the AREVA Group, in particular at our mining sites (Canada, Niger, Namibia, Kazakhstan). We have to be able to differentiate the impacts of our activities (monitoring of the evolution of the ecosystems impacted) and the impact of climate change on biodiversity in order to operate in the most responsible manner and avoid degrading biodiversity.

If the impact is due to our activity, we can choose to offset the negative impact through the protection of rare or critical biotopes of similar size elsewhere. All those calculation and monitoring measures have a cost, and so have the measures to protect biodiversity.

Note: as a general principle, we consider that potential financial implications related to climate change are an element of a commercial nature, and therefore we do not wish to include more details or figures in our response to this specific question.

5.1e

Please describe your risks that are driven by changes in other climate-related developments

ID	Risk driver	Description	Potential impact	Timeframe	Direct/ Indirect	Likelihood	Magnitude of impact
----	-------------	-------------	------------------	-----------	------------------	------------	---------------------

5.1f

Please describe (i) the potential financial implications of the risk before taking action; (ii) the methods you are using to manage this risk; (iii) the costs associated with these actions

5.1g

Please explain why you do not consider your company to be exposed to risks driven by changes in regulation that have the potential to generate a substantive change in your business operations, revenue or expenditure

5.1h

Please explain why you do not consider your company to be exposed to risks driven by physical climate parameters that have the potential to generate a substantive change in your business operations, revenue or expenditure

5.1i

Please explain why you do not consider your company to be exposed to risks driven by changes in other climate-related developments that have the potential to generate a substantive change in your business operations, revenue or expenditure

We believe that most of the risks that can affect our Group are dealt with in the text provided under Q5.1a, Q5.1b, Q5.1c and Q5.1d.

## Page: 6. Climate Change Opportunities

6.1

Have you identified any climate change opportunities (current or future) that have the potential to generate a substantive change in your business operations, revenue or expenditure? Tick all that apply

Opportunities driven by changes in regulation

Opportunities driven by changes in physical climate parameters

6.1a

Please describe your opportunities that are driven by changes in regulation

ID	Opportunity driver	Description	Potential impact	Timeframe	Direct/Indirect	Likelihood	Magnitude of impact
----	--------------------	-------------	------------------	-----------	-----------------	------------	---------------------

ID	Opportunity driver	Description	Potential impact	Timeframe	Direct/Indirect	Likelihood	Magnitude of impact
	International agreements		Reduced operational costs	1-5 years	Direct	More likely than not	Low-medium
	Carbon taxes		Reduced operational costs	1-5 years	Direct	More likely than not	Low-medium
	Cap and trade schemes		Reduced operational costs	1-5 years	Direct	More likely than not	Low-medium
	Cap and trade schemes		Reduced capital costs	1-5 years	Direct	More likely than not	Low-medium
	General environmental regulations, including planning		Reduced operational costs	1-5 years	Direct	More likely than not	Low-medium

## 6.1b

**Please describe (i) the potential financial implications of the opportunity; (ii) the methods you are using to manage this opportunity; (iii) the costs associated with these actions**

Existing or anticipated regulatory requirements regarding climate change can provide business opportunities for AREVA, as listed in Q6.1a.

For instance, the regulatory requirements associated with carbon emissions (EU ETS, carbon market, carbon tax...) lead to establishing a visible and possibly long term cost for CO2 emissions. This will drive the evolution of the energy portfolio of utilities and therefore enhances the competitiveness of low carbon energy solutions that the AREVA Group currently offers to its customers: nuclear power plants and fuel cycle products and services, biomass plants, wind turbines, solar energy solutions - Concentrated Solar Power (CSP).

We believe that market opportunities will grow as new energy systems as well as new strategies and behaviours emerge as a response to climate change. Moreover, the development of our commercial positions will be achieved by strengthening our lead in terms of innovation. Our approach gives priority to the continuous improvement of existing products and services through a dedicated management system, and through interaction with our customers, while investing in future technologies. AREVA offers its customers a large number of innovative products and technologies as solutions to meet those regulatory requirements as well as for climate protection and for energy and resource efficiency. Examples of these propositions to meet regulatory requirements include:

A/ our expertise and skills throughout the uranium cycle to make nuclear energy ever safer and competitive: the Group is the world leader in providing products and services for nuclear power generation and the only company to cover all industrial activities in this field (except owning and operating a power plant).

B/ our Renewable Energies portfolio (wind power, bio-energies, solar energy (CSP) and hydrogen energy and storage). In this sector, the Group aims at being one of the top three suppliers worldwide in 2012.

In particular, wind power and solar power plants proposed by AREVA are two low CO2 energy solutions, helping utilities and other power generators to reduce their emissions.

As an example, our solar CSP “booster” projects can augment generation at existing coal-fired plants to increase output while reducing emissions. Australian utility CS Energy recently selected AREVA’s technology to build a 44-MW power augmentation project at its Kogan Creek coal-fired power station. Upon completion in 2013, our solar steam generators will help avoid 35,600 tons of GHG emissions annually.

Bio-energy also has great potential. US Federal and state environmental agencies consider biopower carbon neutral, a significant advantage over traditional power facilities.

Moreover, projects implemented through our Renewable Energies Business Group in countries where such projects qualify, can generate marketable carbon credits such as CERs and VERs.

Last but not least, our strategic and competitive positioning on this emerging energy market has a significant bearing on the manner in which we can attract and retain talents and a skilled workforce. Job creation and job sustainability have become a top priority, as most countries are progressively moving out of the 2009 financial crisis. To anticipate market opportunities, many of which are associated with energy demand and climate change considerations, AREVA is pursuing a significant investment program in both the nuclear fuel cycle and the renewable energies sector.

In 2010, gross capital expenditure (Capex) in the Nuclear and Renewable operations rose to 2.176 billion Euros, compared with 1.808 billion Euros in 2009.

The following examples illustrate some of those investments.

1) Uranium fuel cycle:

The Group’s Georges Besse gaseous diffusion enrichment plant now in operation will be replaced by a new plant named Georges Besse II. The new plant uses commercially proven centrifuge enrichment technology, which will make enrichment prices less dependent on the price of electricity, the principal component of current production costs. This translates into an investment of nearly 3 billion Euros to produce at least 7.5 million separative work units (SWU) per year starting in 2016. Spin-up of the first centrifuge cascade took place in 2009 and the first container of uranium feed material was delivered to the Georges Besse II plant in 2010.

As far as our mining operations are concerned, AREVA has invested in the first seawater desalination plant in Namibia, 30 kilometers north of Swakopmund on the Atlantic coast. The inauguration marks the beginning of water production at the plant and is a major breakthrough in the development of AREVA’s mining project in Namibia.

2) Wind energy

AREVA acquired the remaining 49% of Multibrud, a German wind turbine manufacturer and established AREVA Wind, a wholly-owned subsidiary of the Group. This acquisition will enable it to ramp-up production capacity in response to the growth of this burgeoning industry. This new platform will also include the rotor blade manufacturing division, PN Rotor.

3) Concentrated solar power

AREVA acquired 100% of Ausra, which was renamed AREVA Solar. Based in Mountain View, California, Ausra offers process steam and power generation solutions produced with concentrated solar energy. With this acquisition, AREVA expands its portfolio of renewable energy solutions to become a major player in the concentrated solar energy market.

As another illustration of the sustainability of our activities in the energy sector, a sector heavily impacted by its carbon footprint and the ways to manage it, the Group’s backlog was 44,2 billion Euros at 31st December 2010, a 2% increase from 2009.

Note: as a general principle, we consider that potential financial implications related to climate change are an element of a commercial nature, and therefore we do not wish to include more details or figures in our response to this specific question.

---

6.1c

**Please describe the opportunities that are driven by changes in physical climate parameters**



ID	Opportunity driver	Description	Potential impact	Timeframe	Direct/ Indirect	Likelihood	Magnitude of impact
	Change in mean (average) temperature		Reduced operational costs	Current	Direct	More likely than not	Medium
	Change in temperature extremes		Reduced operational costs	Current	Direct	More likely than not	Medium
	Change in mean (average) precipitation		Reduced operational costs	Current	Direct	More likely than not	Medium
	Change in precipitation pattern		Reduced operational costs	Current	Direct	More likely than not	Medium
	Change in precipitation extremes and droughts		Reduced operational costs	Current	Direct	More likely than not	Medium

## 6.1d

**Please describe (i) the potential financial implications of the opportunity; (ii) the methods you are using to manage this opportunity; (iii) the costs associated with these actions**

AREVA takes actions to mitigate the physical risks described in Q5.1c and Q5.1d, in the areas of water management, extreme weather events, health impacts and biodiversity preservation.

Some of these actions can have significant cost. Our continuous improvement approach seeks to identify the best practices within the Group in order to deploy them to all sites or facilities facing similar constraints or environments.

We believe that market opportunities, such as the ones listed in Q6.1c, will grow as new energy systems as well as new strategies and behaviours emerge as a response to climate change. Moreover, the development of our commercial positions will be achieved by strengthening our lead in terms of innovation. Our approach gives priority to the continuous improvement of existing products and services through a dedicated management system, and through interaction with our customers, while investing in future technologies.

For example, the management of our water consumption has improved significantly over the years, and is under a constant improvement process. This achievement has provided operational security and at the same time has generated significant monetary savings for the Group.

We also benefit from our constant and significant efforts in R&D, a fair part of which is dedicated to eco-design, to energy efficiency, and to risk management and mitigation.

Our total R&D expenditure was 928 million Euros in 2010 (816 million Euros in 2009) representing 10,2% of our total revenue.

In addition, our R&D efforts lead to registering patents (91 patents registered in 2010) which can bring value to our industry as a whole and potentially to other industrial sectors.

Note: as a general principle, we consider that potential financial implications related to climate change are an element of a commercial nature, and therefore we do not wish to include more details or figures in our response to this specific question.

6.1e

Please describe the opportunities that are driven by changes in other climate-related developments

ID	Opportunity driver	Description	Potential impact	Timeframe	Direct/ Indirect	Likelihood	Magnitude of impact
----	--------------------	-------------	------------------	-----------	------------------	------------	---------------------

6.1f

Please describe (i) the potential financial implications of the opportunity; (ii) the methods you are using to manage this opportunity; (iii) the costs associated with these actions

6.1g

Please explain why you do not consider your company to be exposed to opportunities driven by changes in regulation that have the potential to generate a substantive change in your business operations, revenue or expenditure

6.1h

Please explain why you do not consider your company to be exposed to opportunities driven by physical climate parameters that have the potential to generate a substantive change in your business operations, revenue or expenditure

6.1i

Please explain why you do not consider your company to be exposed to opportunities driven by changes in other climate-related developments that have the potential to generate a substantive change in your business operations, revenue or expenditure

We believe that most of the opportunities from which the Group could benefit are dealt with in the text provided under Q6.1a, Q6.1b, Q6.1c and Q6.1d.

**Module: GHG Emissions Accounting, Energy and Fuel Use, and Trading [Investor]**

**Page: 7. Emissions Methodology**

7.1

Please provide your base year and base year emissions (Scopes 1 and 2)

Base year	Scope 1 Base year emissions (metric tonnes CO2e)	Scope 2 Base year emissions (metric tonnes CO2e)
Thu 01 Jan 2004 - Fri 31 Dec 2004	1072313	383886

7.2

Please give the name of the standard, protocol or methodology you have used to collect activity data and calculate Scope 1 and Scope 2 emissions

Please select the published methodologies that you use

ISO 14064-1

Please select the published methodologies that you use

Other

### 7.2a

If you have selected "Other", please provide details below

GHG Protocole WBSCD / WRI

### 7.3

Please give the source for the global warming potentials you have used

Gas	Reference
CO2	IPCC Fourth Assessment Report (AR4 - 100 year)
CH4	IPCC Fourth Assessment Report (AR4 - 100 year)
N2O	IPCC Fourth Assessment Report (AR4 - 100 year)
HFCs	IPCC Fourth Assessment Report (AR4 - 100 year)
PFCs	IPCC Fourth Assessment Report (AR4 - 100 year)
SF6	IPCC Fourth Assessment Report (AR4 - 100 year)

### 7.4

Please give the emissions factors you have applied and their origin; alternatively, please attach an Excel spreadsheet with this data

Fuel/Material/Energy	Emission Factor	Unit	Reference
Natural gas	0.21	metric tonnes CO2 per MWh	CITEPA 3rd edition February 2006
Propane	0.23	metric tonnes CO2 per MWh	CITEPA 3rd edition February 2006
Distillate fuel oil No 1	0.28	metric tonnes CO2 per MWh	CITEPA 3rd edition February 2006
Diesel/Gas oil	0.27	metric tonnes CO2 per MWh	CITEPA 3rd edition February 2006
Motor gasoline	0.26	metric tonnes CO2 per MWh	CITEPA 3rd edition February 2006

## Page: 8. Emissions Data - (1 Jan 2010 - 31 Dec 2010)

### 8.1

Please select the boundary you are using for your Scope 1 and 2 greenhouse gas inventory

Operational control

### 8.2a

Please provide your gross global Scope 1 emissions figure in metric tonnes CO2e

712480

### 8.2b

Please provide your gross global Scope 1 emissions figures in metric tonnes CO2e - Part 1 breakdown

Boundary	Gross global Scope 1 emissions (metric tonnes CO2e)	Comment
----------	---	---------

8.2c

Please provide your gross global Scope 1 emissions figures in metric tonnes CO2e - Part 1 Total

Gross global Scope 1 emissions (metric tonnes CO2e) - Total Part 1	Comment
--	---------

8.2d

Please provide your gross global Scope 1 emissions figures in metric tonnes CO2e - Part 2

Gross global Scope 1 emissions (metric tonnes CO2e) - Other operationally controlled entities, activities or facilities	Comment
---	---------

8.3a

Please provide your gross global Scope 2 emissions figure in metric tonnes CO2e

292067

8.3b

Please provide your gross global Scope 2 emissions figures in metric tonnes CO2e - Part 1 breakdown

Boundary	Gross global Scope 2 emissions (metric tonnes CO2e)	Comment
----------	---	---------

8.3c

Please provide your gross global Scope 2 emissions figures in metric tonnes CO2e - Part 1 Total

Gross global Scope 2 emissions (metric tonnes CO2e) - Total Part 1	Comment
--	---------

8.3d

Please provide your gross global Scope 2 emissions figures in metric tonnes CO2e - Part 2

Gross global Scope 2 emissions (metric tonnes CO2e) - Other operationally controlled entities, activities or facilities	Comment
---	---------

8.4

Are there are any sources (e.g. facilities, specific GHGs, activities, geographies, etc.) of Scope 1 and Scope 2 emissions which are not included in your disclosure?

8.4a

Please complete the table

Reporting Entity	Source	Scope	Explain why the source is excluded
------------------	--------	-------	------------------------------------

## 8.4

Are there any sources (e.g. facilities, specific GHGs, activities, geographies, etc.) of Scope 1 and Scope 2 emissions which are not included in your disclosure?

Yes

## 8.4a

Please complete the table

Source	Scope	Explain why the source is excluded
Mineral exploration operations	Scope 1 and 2	1 With respect to the mineral exploration operations, only the social indicators are reported for 2010. AREVA Group decided to extend the reporting of environmental indicators to mining operations in 2011.
Work in progress at customer sites	Scope 1 and 2	1 The source is excluded due to the absence of operational control (except for the work in progress in Olkiluoto 3 EPR construction site).
Office buildings with a total surface area of less than 1,000 m <sup>2</sup>	Scope 1 and 2	1 Reporting is not always possible, particularly at small sites with limited administrative resources.

## 8.5

Please estimate the level of uncertainty of the total gross global Scope 1 and Scope 2 figures that you have supplied and specify the sources of uncertainty in your data gathering, handling, and calculations

Scope	Uncertainty Range	Main sources of uncertainty	Please expand on the uncertainty in your data
Scope 1	More than 2% but less than or equal to 5%	Published Emissions Factors	Source: WBCSD, ISO 14064, CITEPA.
Scope 2	More than 2% but less than or equal to 5%	Published Emissions Factors	Source: International Energy



Scope	Uncertainty Range	Main sources of uncertainty	Please expand on the uncertainty in your data
	equal to 5%		Agency (IEA).

## 8.6

**Please indicate the verification/assurance status that applies to your Scope 1 emissions**

Verification or assurance complete

## 8.6a

**Please indicate the proportion of your Scope 1 emissions that are verified/assured**

More than 90% but less than or equal to 100%

## 8.6b

**Please provide further details of the verification/assurance undertaken, and attach the relevant statements**

Type of verification or assurance	Relevant standard	Relevant statement attached
Reasonable assurance	ISO14064-3	AREVA_Statutory_Auditors_GHG_2010.pdf (translation from the original signed by statutory auditors). AREVA_Statutory_Auditors_GHG_2010_signed.pdf (original in French)

## 8.7

**Please indicate the verification/assurance status that applies to your Scope 2 emissions**

Not verified or assured

8.7a

Please indicate the proportion of your Scope 2 emissions that are verified/assured

8.7b

Please provide further details of the verification/assurance undertaken, and attach the relevant statements

Type of verification or assurance	Relevant standard	Relevant statement attached
-----------------------------------	-------------------	-----------------------------

8.8

**Are carbon dioxide emissions from the combustion of biologically sequestered carbon (i.e. carbon dioxide emissions from burning biomass/biofuels) relevant to your company?**

No

8.8a

Please provide the emissions in metric tonnes CO2e

**Attachments**

[https://www.cdproject.net/Sites/2011/21/921/Investor CDP 2011/Shared Documents/Attachments/InvestorCDP2011/8.EmissionsData\(1Jan2010-31Dec2010\)/AREVA\\_Statutory\\_Auditors\\_GHG\\_2010.pdf](https://www.cdproject.net/Sites/2011/21/921/Investor%20CDP%202011/Shared%20Documents/Attachments/InvestorCDP2011/8.EmissionsData(1Jan2010-31Dec2010)/AREVA_Statutory_Auditors_GHG_2010.pdf)  
[https://www.cdproject.net/Sites/2011/21/921/Investor CDP 2011/Shared Documents/Attachments/InvestorCDP2011/8.EmissionsData\(1Jan2010-31Dec2010\)/AREVA\\_Statutory\\_Auditors\\_GHG\\_2010\\_signed.pdf](https://www.cdproject.net/Sites/2011/21/921/Investor%20CDP%202011/Shared%20Documents/Attachments/InvestorCDP2011/8.EmissionsData(1Jan2010-31Dec2010)/AREVA_Statutory_Auditors_GHG_2010_signed.pdf)

**Page: 9. Scope 1 Emissions Breakdown - (1 Jan 2010 - 31 Dec 2010)**

9.1

Do you have Scope 1 emissions sources in more than one country or region (if covered by emissions regulation at a regional level)?

Yes

9.1a

Please complete the table below

Country	Scope 1 metric tonnes CO2e
Other: Africa	201893.34
Other: North America	24779.32
Other: South America	227.13
Other: Asia	9725.11
Other: Europe	475855.87

9.2

Please indicate which other Scope 1 emissions breakdowns you are able to provide (tick all that apply)

By business division

By GHG type

By activity

9.2a

Please break down your total gross global Scope 1 emissions by business division

Business Division	Scope 1 metric tonnes CO2e
Front End	311103.19
Reactors and Services	48028.42
Back End	81061.94
Corporate	1991.85
Mining	267903.65
Engineering & Projects Organization	2087.93
Renewable Energies	303.83

9.2b

Please break down your total gross global Scope 1 emissions by facility

Facility	Scope 1 metric tonnes CO2e
----------	----------------------------

9.2c

Please break down your total gross global Scope 1 emissions by GHG type

GHG type	Scope 1 metric tonnes CO2e
HFCs	22664
CH4	5.5
N2O	295338.86
SF6	280.44
CO2	394151.65

#### 9.2d

Please break down your total gross global Scope 1 emissions by activity

Activity	Scope 1 metric tonnes CO2e
Front End	311103.19
Reactors and Services	48028.42
Back End	81061.94
Corporate	1991.85
Mining	267903.65
Engineering & Projects Organization	2087.93
Renewable Energies	303.83

## Page: 10. Scope 2 Emissions Breakdown - (1 Jan 2010 - 31 Dec 2010)

### 10.1

Do you have Scope 2 emissions sources in more than one country or region (if covered by emissions regulation at a regional level)?

Yes

### 10.1a

Please complete the table below

Country	Scope 2 metric tonnes CO <sub>2</sub> e
Other: Africa	66509.93
Other: North America	23044.26
Other: South America	128.28
Other: Asia	14300.91
Other: Europe	188083.91

### 10.2

Please indicate which other Scope 2 emissions breakdowns you are able to provide (tick all that apply)

By business division

By activity

### 10.2a

Please break down your total gross global Scope 2 emissions by business division

Business division	Scope 2 metric tonnes CO <sub>2</sub> e
Front End	51363.43
Reactors and Services	28003.96
Back End	56072.21
Corporate	3563.85
Mining	144536.29
Engineering & Projects Organization	7739.68
Renewable Energies	787.85

10.2b

Please break down your total gross global Scope 2 emissions by facility

Facility	Scope 2 metric tonnes CO <sub>2</sub> e
----------	---

10.2c

Please break down your total gross global Scope 2 emissions by activity

Activity	Scope 2 metric tonnes CO <sub>2</sub> e
Front End	51363.43

Activity	Scope 2 metric tonnes CO2e
Reactors and Services	28003.96
Back End	56072.21
Corporate	3563.85
Mining	144536.29
Engineering & Projects Organization	7739.68
Renewable Energies	787.85

## Page: 11. Emissions Scope 2 Contractual

### 11.1

**Do you consider that the grid average factors used to report Scope 2 emissions in Question 8.3 reflect the contractual arrangements you have with electricity suppliers?**

Yes

#### 11.1a

You may report a total contractual Scope 2 figure in response to this question. Please provide your total global contractual Scope 2 GHG emissions figure in metric tonnes CO2e

#### 11.1b

Explain the basis of the alternative figure (see guidance)



11.2

Has your organization retired any certificates, e.g. Renewable Energy Certificates, associated with zero or low carbon electricity within the reporting year or has this been done on your behalf?

No

11.2a

Please provide details including the number and type of certificates

Type of certificate	Number of certificates	Comments

**Page: 12. Energy**

12.1

What percentage of your total operational spend in the reporting year was on energy?

More than 0% but less than or equal to 5%

12.2

Please state how much fuel, electricity, heat, steam, and cooling in MWh your organization has consumed during the reporting year

Energy type	MWh
Fuel	1403792.26

Energy type	MWh
Electricity	1458190
Heat	83470.78
Steam	
Cooling	

## 12.3

Please complete the table by breaking down the total "Fuel" figure entered above by fuel type

Fuels	MWh
Natural gas	268264.65
Diesel/Gas oil	802778.25
Motor gasoline	13712.8
Kerosene	4559.59
Propane	80373.39
Distillate fuel oil No 1	234103.59

## Page: 13. Emissions Performance

## 13.1

How do your absolute emissions (Scope 1 and 2 combined) for the reporting year compare to the previous year?

Decreased

## 13.1a

Please complete the table

Reason	Emissions value (percentage)	Direction of change	Comment
Change in boundary	12	Decrease	The subsidiary AREVA T&D was removed from the scope of consolidation.

## 13.2

Please describe your gross combined Scope 1 and 2 emissions for the reporting year in metric tonnes CO2e per unit currency total revenue

Intensity figure	Metric numerator	Metric denominator	% change from previous year	Direction of change from previous year	Explanation
110	metric tonnes CO2e	unit total revenue	18	Decrease	The subsidiary AREVA T&D was removed from the scope of consolidation.

## 13.3

Please describe your gross combined Scope 1 and 2 emissions for the reporting year in metric tonnes CO2e per full time equivalent (FTE) employee

Intensity figure	Metric numerator	Metric denominator	% change from previous year	Direction of change from previous year	Explanation
21	metric tonnes CO2e	FTE Employee	46	Increase	The subsidiary AREVA T&D was removed from the scope of consolidation.

13.4

Please provide an additional intensity (normalized) metric that is appropriate to your business operations

Intensity figure	Metric numerator	Metric denominator	% change from previous year	Direction of change from previous year	Explanation
	metric tonnes CO2e				

**Page: 14. Emissions Trading**

14.1

Do you participate in any emission trading schemes?

Yes

14.1a

Please complete the following table for each of the emission trading schemes in which you participate

Scheme name	Period for which data is supplied	Allowances allocated	Allowances purchased	Verified emissions in metric tonnes CO2e	Details of ownership
European Union ETS	Tue 01 Jan 2008 - Mon 31 Dec 2012	91978		40918.97	Facilities we own and operate

## 14.1b

**What is your strategy for complying with the schemes in which you participate or anticipate participating?**

Our La Hague facility (France) is the only one in the Group to be covered by the EU ETS. The first component of our strategy is to pursue our aggressive reduction plan for our own emissions, progressively including all reporting scopes. The goal is a 50% reduction from 2004 levels by the end of 2011. To achieve this, the group is improving its industrial processes to use energy wisely, including switching to less carbon intensive sources, and promoting more eco-efficient attitudes internally. In the coming years, we anticipate that emissions at the group's facility (La Hague) covered by the EU ETS will still be below its allowance and that the plant will seek to sell its excess quotas as CER or EUA on the carbon market. We also anticipate the incorporation of our industrial site Creusot Forge in the EU ETS phase 3 from 2013. In addition we are now involved in a carbon neutrality program and we will continue to offset our direct emissions on the voluntary market in addition to our current reduction program. This carbon neutrality program is achieved through a partnership with Eco-Act, a reputable firm developing projects that protect the environment and yield economic and social benefit to communities, and through emissions reduction projects in developing countries brought by our Renewable Energy Business Group. In 2010 100% of our offset program was achieved with VERs originating from projects in India (including 2003 tonnes of CO2e carried forward from the previous year).

## 14.2

**Has your company originated any project-based carbon credits or purchased any within the reporting period?**

Yes

## 14.2a

Please complete the following table

Credit origination or credit purchase		Project type	Project identification	Verified to which standard	Number of credits (metric tonnes of CO2e)	Number of credits (metric tonnes CO2e): Risk adjusted volume	Credits retired	Purpose e.g. compliance	
Credit chase	Pur-	Biomass energy	8MW biomass based power plant at Phagwara	CDM	21921		Yes	Voluntary	Offsetting
Credit chase	Pur-	Hydro	300mw Hydropower project by JHPL	VCS	382500		Yes	Voluntary	Offsetting
Credit chase	Pur-	Hydro	86MW Hydropower project in Himachal Pradesh	VCS	306056		Yes	Voluntary	Offsetting

## Page: 15. Scope 3 Emissions

15.1

Please provide data on sources of Scope 3 emissions that are relevant to your organization

Sources of Scope 3 emissions	metric tonnes CO2e	Methodology	If you cannot provide a figure for emissions, please describe them
Business travel	50000	French Environment and Energy Management Agency - ADEME ("Bilan carbone" methodology)	

15.2

Please indicate the verification/assurance status that applies to your Scope 3 emissions

No emissions data provided

15.2a

Please indicate the proportion of your Scope 3 emissions that are verified/assured

15.2b

Please provide further details of the verification/assurance undertaken, and attach the relevant statements

Type of verification or assurance	Relevant standard	Relevant statement attached
-----------------------------------	-------------------	-----------------------------

15.3

How do your absolute Scope 3 emissions for the reporting year compare to the previous year?

Decreased

15.3a

Please complete the table

Reason	Emissions value (percentage)	Direction of Change	Comment
Change in boundary	30	Decrease	The subsidiary AREVA T&D was removed from the scope of

Reason	Emissions value (percentage)	Direction of Change	Comment
			consolidation.

**Module: Sign Off**

**Page: Sign Off**

Please enter the name of the individual that has signed off (approved) the response and their job title

Laurent Corbier  
Vice President, Sustainable Development and Continuous Improvement  
AREVA



AREVA fournit à ses clients des solutions pour produire de l'électricité avec moins de CO<sub>2</sub>. L'expertise du groupe et son exigence absolue en matière de sûreté, de sécurité, de transparence et d'éthique font de lui un acteur de référence, dont le développement responsable s'inscrit dans une logique de progrès continu.

Numéro un mondial du nucléaire, AREVA propose aux électriciens une offre intégrée unique qui couvre toutes les étapes du cycle du combustible, la conception et la construction de réacteurs nucléaires et les services associés. Le groupe développe par ailleurs ses activités dans les énergies renouvelables – éolien, solaire, bioénergies, hydrogène et stockage – pour devenir d'ici à 2012 l'un des trois leaders mondiaux de ce secteur.

Grâce à ces deux grandes offres, les 48 000 collaborateurs d'AREVA contribuent à fournir au plus grand nombre, une énergie toujours plus sûre, plus propre et plus économique

[www.aveva.com](http://www.aveva.com)